

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 15 mars — Loi relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre 303

1942

- 22 septembre — Loi relative aux militaires, marins et civils disparus pendant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 25 juin 1940 302

1943

- 1^{er} septembre — Arrêté intercommissarial relatif au paiement des frets à destination. 296

- 5 novembre — Ordonnance portant organisation au Commissariat au Travail et à la Prévoyance sociale d'une direction des Anciens combattants et victimes de la guerre et au Commissariat aux Finances d'un service des Pensions d'ancienneté 294

- 17 novembre — Ordonnance relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre. 303

1944

- 8 janvier — Ordonnance portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale (article 13 relatif à l'indemnité différentielle des fonctionnaires mobilisés). 297

- 25 mars — Arrêté intercommissarial rendant applicable aux colonies l'arrêté du 1^{er} septembre 1943 relatif au paiement des frets à destination. (Arrêté de promulgation N° 299 Cab. du 10 juin 1944) 296

- 2 avril — Décret portant extension des attributions du Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés. 301

- 5 avril — Ordonnance relative aux marins, militaires, marins du commerce et civils disparus pendant la durée des hostilités. (Arrêté de promulgation N° 300 Cab. du 10 juin 1944) 301

- 6 avril — Décret modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel civil colonial (Indemnités pour pertes d'effets). (Arrêté de promulgation N° 299 Cab. du 10 juin 1944) 296

- 11 avril — Décret étendant aux colonies les dispositions de l'article 13 de l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944, relatives à l'indemnité différentielle des fonctionnaires mobilisés. (Arrêté de promulgation N° 299 Cab. du 10 juin 1944) 296

- Instruction générale sur le régime de l'indemnité différentielle en faveur du personnel des administrations et services de l'Etat en temps de guerre 297

- 13 avril — Décret rétablissant la commission de classement pour la magistrature coloniale. (Arrêté de promulgation N° 300 Cab. du 10 juin 1944). 304

- 13 avril — Ordonnance constatant la nullité de l'acte dit « loi du 24 décembre 1941 » instituant une médaille dite « Médaille Commémorative du Levant ». (Arrêté de promulgation N° 300 Cab. du 10 juin 1944) 304

- 18 avril — Décret réalisant l'uniformité des traitements des administrateurs des colonies. (Arrêté de promulgation N° 299 Cab. du 10 juin 1944). 300

- 18 avril — Ordonnance relative aux allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux. (Arrêté de promulgation N° 301 Cab. du 10 juin 1944). 304

- 18 avril — Décret portant création de secteurs d'hygiène et immobiliers par les sociétés indigènes de prévoyance. (Arrêté de promulgation N° 302 Cab. du 10 juin 1944) 305

- 24 avril — Décret modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux. (Arrêté de promulgation N° 303 Cab. du 10 juin 1944) 306

24 avril	— Décret portant institution d'un Comité Economique auprès de la Présidence du Comité français de la Libération nationale	306
29 avril	— Arrêté interministériel suspendant pendant la durée des hostilités la péréquation des effectifs des agents de la trésorerie du territoire sous mandat français du Togo. (Arrêté de promulgation N° 304 Cab. du 10 juin 1944).	307
29 avril	— Décret relatif aux avis formulés par l'Assemblée Consultative Provisoire en matière législative	307
Liste officielle d'ennemis		308

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

22 mai	— N° 1463 TP. — Arrêté général modifiant l'arrêté N° 996 TP. du 6 mars 1943 relatif au contrôle des distributions d'énergie électrique.	308
26 mai	— N° 1516 — Arrêté général portant désignation d'un membre titulaire citoyen français du conseil d'administration du Togo	308
29 mai	— N° 1528 SE. — Arrêté général déterminant les conditions d'utilisation des fûts vides métalliques	308
1 ^{er} juin	— N° 1555 SE. — Arrêté général réglementant l'emploi des emballages métalliques	309

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

23 mai	— N° 274 SE. — Arrêté déclarant infecté de rage le territoire de la commune-mixte de Lomé	309
24 mai	— N° 275 SE. — Arrêté déclarant infectée de charbon bactérien une partie du territoire de la commune-mixte de Lomé	310
25 mai	— N° 215 APA. — Décision portant constitution d'un « Comité de l'Œuvre des Prisonniers de Guerre »	310
25 mai	— N° 216 APA. — Décision portant création de la « Section locale de l'Association nationale pour l'Indochine française » et fixant sa composition	310
26 mai	— N° 279 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne d'achat de kapok et fixant les prix d'achat aux producteurs	311
26 mai	— N° 280 AE. — Arrêté relatif à la répartition des marchandises importées sous contrôle administratif	311
29 mai	— N° 282 P. — Arrêté modifiant l'arrêté 362 du 12 juillet 1941 fixant les conditions des examens professionnels pour l'avancement des agents des cadres locaux indigènes des Travaux Publics, de la T.S.F., des Chemins de fer et du Wharf.	312
3 juin	— N° 286 AE/3. — Arrêté fixant les modalités de vente des fils de laine	313
3 juin	— N° 287 SE. — Arrêté abrogeant les arrêtés Nos 722 SE. du 30 décembre 1943 et 177 SE. du 6 mars 1944 déclarant infectés de peste bovine les cantons de Guérin-Kouka et Nawaré	313
3 juin	— N° 289 P. — Arrêté fixant les modalités et le programme du concours pour l'emploi d'agent de police du cadre local subalterne du Togo	312
3 juin	— N° 291 D. — Arrêté modifiant le tarif fiscal d'entrée	313

3 juin	— N° 292 D. — Arrêté modifiant le tarif fiscal d'entrée	314
9 juin	— N° 298 AE/3. — Arrêté portant fixation du prix de vente au détail d'un lot d'huile à moteur débarqué du vapeur « Fort La Tour ».	315
Additif aux arrêtés Nos 185 D., 186 D. et 188 D. du 8 avril 1944 relatifs aux droits de douanes		315
Personnel		315
Divers		317

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (Agent de police)	323
Domaines	323

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Direction des Anciens Combattants et Victimes de la guerre

Service des Pensions d'ancienneté

ORDONNANCE du 5 novembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du Commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale et du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 1^{er} mars 1943 du Commandant en Chef français civil et militaire portant création d'un Service central des anciens combattants et pensions de l'Afrique Française;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, au Commissariat au Travail et à la Prévoyance sociale, une Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

Cette Direction a dans ses attributions :

1^{re} — d'une manière générale, l'étude et la solution des problèmes concernant les anciens combattants et victimes de la guerre;

2^{re} — la liquidation des pensions de guerre fondées sur l'invalidité ou le décès, et des pensions des victimes civiles de la guerre, la retraite du combattant et les secours aux anciens militaires ainsi qu'à leurs ayants droit.

ART. 2. — Sont placés sous l'autorité de la Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre :

les offices départementaux et coloniaux des mutilés, combattants et victimes de la guerre, pupilles de la Nation;

les sections départementales des pensions de guerre; les centres spéciaux de réforme, les centres d'appareillage ainsi que les centres d'hébergement;

les services de soins gratuits pour les mutilés de guerre.

ART. 3. — Les budgets des offices et services visés à l'article précédent sont arrêtés par le Commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale, après avis du Commissaire aux Finances, ainsi que du

Commissaire aux Colonies pour les offices et services des territoires coloniaux et du Commissaire aux affaires étrangères pour les offices et services des protectorats et territoires sous mandat.

ART. 4. — Toutes les pensions visées à l'article 1^{er} sont liquidées par la Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre et concédées à titre provisoire par le Commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale ou son délégué désigné par arrêté.

La délivrance des titres est faite, par délégation du Commissaire aux Finances, par son représentant chargé des fonctions de Contrôleur financier de la liquidation auprès de la Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre. L'exercice du contrôle financier porte sur les décisions d'attribution ou de refus des pensions et sur le montant auquel elles sont liquidées provisoirement.

En cas de désaccord entre la Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre et le Contrôle financier, le litige est porté sans délai devant le Commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale et le Commissaire aux Finances aux fins de solution.

ART. 5. — Les pensions ainsi concédées feront, lors de la reprise des relations avec la Métropole, l'objet d'une révision et d'une régularisation comportant la délivrance d'un titre définitif.

Il en est de même des pensions qui ont été liquidées et concédées par le Service central des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, jusqu'à la création de la Direction visée à l'article 1^{er}.

ART. 6. — Les réclamations auxquelles donneraient lieu la liquidation, la délivrance ou le refus de délivrance des titres provisoires de pensions de guerre et de pensions des victimes civiles de la guerre, pourront être soumises aux tribunaux départementaux et cours régionales des pensions dans les conditions fixées aux articles 35 et suivants de la loi du 31 mars 1919.

Toutefois, les jugements et arrêts rendus ne conserveront l'autorité de la chose jugée que jusqu'à la révision des titres provisoires qui devra être faite par l'Administration en application des dispositions de l'article 5 ci-dessus.

ART. 7. — Les questions relatives à l'état civil, aux successions et aux sépultures militaires ressortissent aux administrations militaires.

ART. 8. — Un décret pris sur le rapport du Commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale et du Commissaire aux Finances déterminera les modalités d'application de la présente ordonnance et définira notamment les conditions d'exercice du contrôle financier par le représentant désigné par le Commissaire aux Finances.

ART. 9. — Il est créé, au Commissariat aux Finances, un Service des Pensions.

Ce service est chargé :

de la liaison avec la Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre pour l'étude et la solution de tous les problèmes relatifs à l'application de la législation sur les pensions de guerre ;

de l'examen et de la solution des questions relatives à l'application de la loi du 14 avril 1924 et des textes qui l'ont complétée ou modifiée ;

de la liquidation provisoire des pensions civiles et militaires à concéder au titre de cette loi.

La délivrance des titres provisoires est effectuée par le Commissaire aux Finances. La régularisation, avec délivrance d'un titre définitif, aura lieu dans les conditions fixées par l'article 5 de la présente ordonnance.

ART. 10. — Les réclamations auxquelles donneraient lieu la liquidation, la délivrance ou le refus de délivrance des titres provisoires des pensions d'ancienneté, civiles ou militaires, pourront être soumises à l'examen d'une commission spéciale dont la composition sera fixée par décret rendu sur le rapport du Commissaire à la Justice, du Commissaire à la Défense nationale et du Commissaire aux Finances.

Sur avis de cette commission, le Commissaire aux Finances décidera, à titre gracieux, des suites à donner à ces réclamations. Ces décisions sont susceptibles d'être déférées au Comité temporaire du contentieux créé par l'ordonnance du 17 septembre 1943.

Elles cesseront de porter effet dès que la libération du territoire permettra, par application de l'article 5 de la présente ordonnance, de substituer aux titres provisoires des titres définitifs comportant révision des bases de liquidation de ces pensions.

ART. 11. — Cessent de recevoir application l'ordonnance du 1^{er} mars 1943 du Commandant en Chef civil et militaire portant création d'un Service central des Anciens Combattants et Pensions de l'Afrique Française et tous textes contraires aux dispositions de la présente ordonnance.

ART. 12. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi et publiée au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 5 novembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire au Travail et à la Prévoyance sociale,

A. TIXIER.

Le Commissaire aux Finances,

COUVE DE MURVILLE.

Le Commissaire à la Défense nationale,

LEOENTILHOMME.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIOLI.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Promulgations

N° 299 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 juin 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^{er} — l'arrêté du 25 mars 1944 rendant applicables aux colonies l'arrêté du 1^{er} septembre 1943 relatif au paiement des frets à destination ;

2^e — le décret du 6 avril 1944, modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur le solde et les allocations accessoires du personnel civil colonial (Indemnités pour pertes d'effets) ;

3^e — le décret du 11 avril 1944 étendant aux colonies les dispositions de l'article 13 de l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du

Comité Français de la Libération Nationale de l'exercice 1944, relatives à l'indemnité différentielle des fonctionnaires mobilisés.

4^o — le décret du 18 avril 1944 réalisant l'uniformité des traitements des administrateurs des colonies.

ARRETE du 25 mars 1944 rendant applicable aux colonies l'arrêté du 1^{er} septembre 1943 relatif au paiement des frets à destination.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES,

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES,

LE COMMISSAIRE AUX COMMUNICATIONS ET A LA MARINE MARCHANDE,

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable dans les territoires relevant du Commissaire aux Colonies, l'arrêté du 1^{er} septembre 1943, relatif au paiement des frets à destination.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Alger, le 25 mars 1944.

Le Commissaire aux Finances,
PIERRE MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,

René MAYER.

ARRETE du 1^{er} septembre 1943 relatif au paiement des frets à destination.

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES ET LE COMMISSAIRE AUX COMMUNICATIONS ET A LA MARINE MARCHANDE,

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 15 septembre 1943, les chargeurs auront la faculté de payer les frets dus pour les transports maritimes à l'arrivée du navire à destination à condition que le paiement soit garanti comme il est indiqué à l'article 2.

ART. 2. — Un cautionnement bancaire ou un avenant à la police d'assurance établi par le chargeur au bénéfice de l'armateur garantira le paiement du fret.

ART. 3. — Le fret est et reste acquis et exigible.

ART. 4. — Le Directeur de la Marine marchande est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Alger, le 1^{er} septembre 1943.

Le Commissaire aux Finances,
Commissaire aux Communications et
à la Marine marchande p.i.,

COUVE DE MURVILLE.

DECRET du 6 avril 1944 modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel civil colonial.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant constitution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des Services coloniaux, ensemble les actes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'article 103 (nouveau) du décret du 2 mars 1910 fixant le tarif des indemnités pour pertes d'effets pouvant être payées aux fonctionnaires coloniaux, est modifié comme suit :

	Perte totale	Perte partielle n° 1	Perte partielle n° 2
Gouverneur Général	24.000	16.000	8.000
1 ^{re} catégorie A	18.000	12.000	5.600
1 ^{re} catégorie B	14.400	8.000	4.000
2 ^e catégorie	12.000	7.200	3.200
3 ^e catégorie	9.600	5.600	2.600
4 ^e catégorie	7.200	4.800	2.000
5 ^e catégorie			
6 ^e catégorie			

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 6 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 11 avril 1944 étendant aux colonies les dispositions de l'article 13 de l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944, relatives à l'indemnité différentielle des fonctionnaires mobilisés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant création du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 12 septembre 1939 étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des Colonies, les dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre;

Vu l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 13 de l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944, modifiant les dispositions des articles 4 et 5 du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, sont étendues, pour compter du 1^{er} janvier 1944, aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Commissariat aux Colonies.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 11 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 8 janvier 1944, portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944, (article 13 relatif à l'indemnité différentielle des fonctionnaires mobilisés).

ART. 13. — Les articles 4 et 5 du décret-loi du 1^{er} septembre 1939, fixant la situation des personnels des Administrations de l'Etat en temps de guerre sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 4 :

« Les fonctionnaires et employés civils titulaires des Administrations, services ou établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret, qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif, reçoivent, lorsque dans le cas visé à l'article 1^{er} du présent décret ils sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux la rémunération militaire attachée à leur grade dans l'Armée.

« Toutefois, lorsque cette rémunération est inférieure au traitement civil dont les intéressés bénéficiaient dans leur administration au moment où ils ont été appelés ou rappelés sous les drapeaux, il leur est accordé par leur administration d'origine une indemnité égale à la différence entre le total de leur rémunération civile et le total de leur rémunération militaire ».

« Article 5 :

« Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux personnels auxiliaires appelés ou rappelés sous les drapeaux et qui appartiennent à une Administration de l'Etat depuis 6 mois au moins au moment de leur mobilisation. Elles ne s'appliquent pas aux personnels liés à l'Administration dans les conditions du droit commun.

Des arrêtés contresignés par le Commissaire aux Finances, le Commissaire à la Guerre et à l'Air et le Commissaire à la Marine fixent les modalités d'application du présent article.

Alger, le 8 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

INSTRUCTION générale sur le régime de l'indemnité différentielle en faveur du personnel des Administrations et Services de l'Etat en temps de guerre.

SOMMAIRE

L'article 13 de l'Ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du Comité français de la

Libération nationale de l'exercice 1944, annule et remplace les articles 4 et 5 du Décret-Loi du 1^{er} septembre 1939, fixant la situation des personnels des Administrations de l'Etat en temps de guerre.

Les articles 4 et 5 nouveaux disposent :

« Article 4 :

« Les fonctionnaires et employés civils titulaires des Administrations, Services ou Etablissements, visés à l'article 1^{er} du présent décret qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif, reçoivent, lorsque dans le cas visé à l'article 1^{er} du présent décret ils sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux, la rémunération militaire attachée à leur grade dans l'Armée.

« Toutefois, lorsque cette rémunération est inférieure au traitement civil dont les intéressés bénéficiaient dans leur administration au moment où ils ont été appelés ou rappelés sous les drapeaux, il leur est accordé par leur administration d'origine une indemnité égale à la différence entre le total de leur rémunération civile et le total de leur rémunération militaire ».

« Article 5 :

« Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux personnels auxiliaires appelés ou rappelés sous les drapeaux et qui appartiennent à une Administration de l'Etat depuis 6 mois au moins au moment de leur mobilisation. Elles ne s'appliquent pas aux personnels liés à l'Administration dans les conditions du droit commun ».

L'article 13 dont il s'agit, précise *in fine* que des arrêtés contresignés par le Commissaire aux Finances, le Commissaire à la Guerre et à l'Air et le Commissaire à la Marine fixent les modalités d'application du présent article ».

Dans un but de simplification, il a paru plus expédient de préciser par voie de circulaire les règles à observer pour l'application de l'article 13 sus rappelé.

Tel est l'objet de la présente instruction.

*

* *

TITRE I

LES BÉNÉFICIAIRES

1^o — Les titulaires.

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 1^{er} sont applicables à l'ensemble des fonctionnaires et agents titulaires des Administrations visées à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} septembre 1939, à partir du moment où, ayant satisfait à leurs obligations militaires en ce qui concerne le temps de service actif, ils ont été à la mobilisation, rappelés ou maintenus sous les drapeaux.

2^o — Personnels auxiliaires.

L'article 5 étend le bénéfice des dispositions de l'article précédent aux personnels auxiliaires appelés ou rappelés sous les drapeaux, mais à la condition formelle, qu'immédiatement avant leur mobilisation, ils aient servi six mois continus au moins dans une administration de l'Etat.

*

* *

TITRE II

LES PRINCIPES DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION

Les nouvelles dispositions de l'article 13 de l'Ordonnance du 8 janvier 1944 apportent une modification essentielle à la réglementation antérieure.

Les masses qui doivent être prises pour bases de comparaison de la situation du fonctionnaire avant et après son appel sous les drapeaux ne sont plus constituées par un certain nombre d'éléments de la rémunération civile ou militaire de l'intéressé mais dans les deux cas par la plupart des éléments constitutifs de cette rémunération et notamment des avantages familiaux.

Spécialement du fait de l'abrogation du 3^e alinéa de l'article 4 du décret du 1^{er} septembre 1939, il résulte que les masses à comparer doivent comprendre les sommes allouées à titre d'indemnités à caractère familial et résidentiel tant par l'Administration civile d'origine que par l'Armée.

Par suite les principes directeurs de la réglementation relative à la situation des fonctionnaires et agents mobilisés sont désormais les suivants :

1^o — Le fonctionnaire ou agent mobilisé ne doit pas percevoir une rémunération totale inférieure à la rémunération civile qui lui était allouée avant son appel sous les drapeaux. Cependant étant donné le jeu des avancements et les mesures d'ordre général relatives aux traitements et allocations accessoires, il est bien évident que la cristallisation de la situation administrative des intéressés au moment de leur rappel sous les drapeaux, ne doit pas faire obstacle à l'entrée en ligne de compte dans la rémunération civile, du traitement net attaché au nouveau grade ou à la nouvelle classe de ces fonctionnaires, ainsi que des améliorations à caractère général des éléments des traitements et allocations formant la rémunération civile.

2^o — Le fonctionnaire ou agent mobilisé doit recevoir de l'Armée l'intégralité de la rémunération militaire attachée à son grade, c'est-à-dire non seulement la solde et la majoration de solde, mais encore les indemnités de toute nature, comme la prime d'entretien, l'indemnité compensatrice de frais extérieurs à la garnison et les indemnités à caractère familial.

3^o — Lorsque la rémunération brute reçue de l'Armée est inférieure à la rémunération brute civile, le fonctionnaire ou agent mobilisé a droit, à la charge de son Administration d'origine, à une indemnité égale à la différence entre le total de la rémunération civile et le total de la rémunération militaire.

Par « rémunération », il faut entendre le salaire du service rendu par le fonctionnaire ou le militaire. Ne doivent pas être considérés comme éléments de la « rémunération » les sommes allouées à titre de remboursement de frais occasionnés par l'exercice de la fonction, ni les éléments de la rémunération qui constituent la contre-partie de risques spéciaux (indemnité de responsabilité, de caisse, etc.).

C'est en fonction de ces principes qu'ont été déterminés les éléments à retenir pour la fixation des « rémunérations » civile et militaire.

A. — Rémunération civile

I. — La « rémunération civile » au sens du deuxième alinéa « in fine » de l'article 4 nouveau doit comprendre les éléments suivants :

Traitement net;

Supplément provisoire de traitement;

Indemnité complémentaire de traitement;

Le cas échéant, majoration à caractère colonial du traitement et du supplément de traitement;

Indemnités de fonction (quelle que soit la forme qu'elles revêtent dès lors qu'elles constituent un complément permanent de traitement);

Indemnités de direction (do);

Indemnités de résidence ou de zone;

Remises soumises à retenue pour pension;

Majoration spéciale du quart du traitement colonial alloué aux agents des douanes leur tenant lieu de remises.

II. — Constituent un complément de rémunération et, à ce titre, doivent entrer en ligne de compte pour la détermination de la rémunération globale :

les indemnités résidentielles à caractère familial et les indemnités pour charges de famille au sens le plus large du terme;

les indemnités de logement et les majorations de ces indemnités là où elles existent.

III. — Ne doivent pas figurer dans les éléments servant à l'établissement de la rémunération civile globale les indemnités représentatives de frais réellement exposés par les intéressés à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et dont le bénéfice ne peut être maintenu aux fonctionnaires lorsqu'ils sont à la mobilisation, rappelés ou maintenus sous les drapeaux :

frais de tournée;

frais de bureau;

frais de chauffage;

frais de monture;

frais de voiture automobile;

frais de représentation;

indemnité de caisse.

IV. — Ne doivent pas figurer dans les éléments servant à l'établissement de la rémunération civile et dont le bénéfice doit être maintenu aux fonctionnaires lorsqu'ils sont, à la mobilisation, rappelés ou maintenus sous les drapeaux :

indemnité pour travaux extraordinaires, (spéciale à la Métropole et à l'Afrique du Nord);

parts sur fonds communs, (spéciales à la Métropole et à l'Afrique du Nord).

B. — Rémunération militaire

Le principe essentiel, celui dont la mise en vigueur a motivé la mesure réalisée par l'article 13 de l'Ordonnance du 8 janvier 1944, est que les allocations à caractère familial doivent entrer en ligne de compte pour la détermination de la rémunération globale militaire des fonctionnaires et agents mobilisés et partant, le cas échéant, pour le calcul de l'indemnité différentielle.

1^a — Situation des fonctionnaires et agents mobilisés en Afrique du Nord et dans les Colonies :

Les allocations de solde comprennent, en Afrique du Nord :

la solde de base dans laquelle est intégré le supplément provisoire;

les majorations de solde;

la prime d'entretien sur laquelle est effectuée une retenue forfaitaire pour le logement gratuit des officiers;

L'indemnité compensatrice de frais à l'extérieur de la garnison qui se substitue aux indemnités de déplacement :

Les allocations de soldes militaires comprennent, dans les Colonies, les mêmes éléments que ci-dessus ou des éléments de nature comparable.

Doivent être retenues dans le chiffre de la rémunération militaire, à comparer à celle de la rémunération civile des fonctionnaires ou agents, appartenant à des Administrations nord-africaines, coloniales ou métropolitaines, la solde de base et la majoration de solde ainsi que la prime d'entretien ou l'indemnité de zone spéciale aux militaires.

Reste par contre en dehors des éléments à comparer l'indemnité compensatrice de frais à l'extérieur de la garnison qui remplace les indemnités de déplacement dans les territoires où celles-ci sont actuellement supprimées.

Toutefois, cette indemnité doit être incluse dans la masse de la rémunération militaire à comparer, lorsque les fonctionnaires mobilisés exercent leur activité auprès d'une Administration civile au lieu même de leur résidence habituelle.

2^a — *Situation des fonctionnaires mobilisés recevant les soldes au taux « en opération ».*

Il y a lieu de prendre en considération les mêmes éléments que ci-dessus.

3^a — *Situation des fonctionnaires mobilisés et servant dans les missions à l'Etranger.*

Il convient de retenir la solde militaire du fonctionnaire mobilisé servant dans cette position, à l'exception des indemnités détaillées au paragraphe 4 ci-dessous.

4^a — *Indemnités qui ne doivent pas entrer en ligne de compte dans la masse de la rémunération militaire.*

Indemnités de frais de représentation;
Indemnité de première mise d'équipement;
Indemnité de départ en campagne;
Indemnité de départ colonial;
Indemnités pour frais de service;
Indemnités pour perte d'effets;
Indemnité de responsabilité des gestionnaires;
Gratifications (dans la Marine);
Prime de langue arabe et de dialecte berbère;

Indemnité compensatrice de frais à l'extérieur de la garnison, (sauf cas signalé au paragraphe 1^{er} ci-dessus *in fine*).

5^a — *Indemnités qu'il convient d'inclure dans la masse de la rémunération militaire.*

Allocation unique pour la famille;
Indemnité de fonction (dès lors qu'elle constitue un complément permanent de traitement);
Indemnité de logement;
Indemnité et primes spéciales aux Territoires sa-haïens;
Indemnités spéciales à l'Armée de l'Air;

Indemnité spéciale allouée à la gendarmerie, à la garde et à la gendarmerie maritime (d'anciens gendarmes ou gardes titulaires d'emplois réservés ont été reversés dans des unités à la mobilisation).

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

A. — *Liquidation, ordonnancement, paiement de l'indemnité différentielle*

L'Autorité militaire étant seule en mesure de faire connaître exactement le montant et la nature de la solde et des accessoires perçus par les fonctionnaires mobilisés, tout agent sous les drapeaux, quelle que soit sa situation militaire, doit souscrire immédiatement sur papier libre, soit une délégation, soit, s'il n'entend pas déléguer tout ou partie de son traitement, une simple déclaration qu'il adresse directement à l'Administration dont il relève, après l'avoir fait compléter par le Chef de Corps ou par l'Intendant Militaire ordonnateur de la solde. Cette délégation ou déclaration sera établie dans la forme des modèles 1 et 2 annexés à la présente circulaire.

Lorsque, compte tenu des éléments ci-dessus, la « rémunération » civile est supérieure à la « rémunération » militaire, l'ordonnateur mandate l'indemnité différentielle.

Pour justifier l'ordonnancement, l'ordonnateur établit un décompte comportant, avec l'indication de la fonction de l'intéressé et de son grade militaire :

1^o — la « rémunération » civile telle qu'elle est définie au paragraphe A, alinéas 1 et 2 du titre II;

2^o — la « rémunération » militaire déterminée en partant des éléments énumérés au paragraphe B, alinéas 1 et 5 du titre II;

3^o — le montant de l'indemnité différentielle.

A l'appui de l'ordonnance ou du mandat, l'ordonnateur produit en outre, suivant le cas, une copie certifiée de la délégation (modèle n° 1) ou de la déclaration (modèle n° 2).

Le paiement de l'indemnité différentielle a lieu au moyen de bons de caisse individuels (mandats délivrés par les Ordonnateurs) si son montant est inférieur à 4.000 francs, par virement au cas contraire.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 2 de l'ordonnance du 8 janvier 1944, cette règle ne s'applique pas aux indemnités différentielles payées aux troupes en opérations hors de l'Afrique du Nord ou stationnées dans les Territoires où le défaut d'organisations bancaires rendrait ces règles difficilement applicables.

D'autre part, il paraît nécessaire de rappeler à cette occasion qu'aux termes du règlement du 26 décembre 1866 (dispositions générales, article 19), au cas d'éloignement de sa résidence, tout fonctionnaire peut, par simple lettre dispensée de timbre, donner pouvoir à un tiers de toucher les émoluments lui revenant.

Par conséquent, les bons de caisse établis au nom de fonctionnaires mobilisés pourront être payés à des tiers porteurs d'une telle autorisation, même en l'absence de délégation. Le porteur du bon de caisse devra, toutefois, justifier de son identité.

B. — *Modifications survenues dans la situation des fonctionnaires mobilisés*

En vue d'assurer l'Ordonnancement régulier de l'indemnité différentielle, l'Autorité militaire notifiera aux Administrations intéressées les modifications intervenues par suite de changement de grade ou d'échelon. Elle notifiera également le décès.

**C. — Retenue à la source de l'impôt
sur les traitements et salaires
et de la contribution nationale extraordinaire**

La retenue à la source sera effectuée par l'Autorité militaire sur la « rémunération » militaire perçue.

Les Administrations civiles ne devront par conséquent opérer la retenue que sur le montant de l'indemnité différentielle.

Cependant le calcul de l'indemnité différentielle doit se faire par comparaison entre les rémunérations, impôts non déduits, militaires et civiles.

D. — Date d'entrée en vigueur de la mesure

La date du 1^{er} janvier 1944 doit être retenue.

Tous redressements utiles seront faits au titre des mois de janvier et février 1944, dès que les ordonnateurs seront en possession des renseignements émanant de l'Autorité militaire.

*
*

Pour toutes les difficultés que pourrait soulever l'application de la présente circulaire, le Commissaire aux Finances sera saisi sous le timbre du Service du Budget.

Pierre MENDES-FRANCE.

MODELE N° 1

Déclaration à faire par un fonctionnaire civil rappelé sous les drapeaux, à l'effet de déléguer tout ou partie des émoluments civils dont il continue à bénéficier.

Administration

ou Service (1)

Je soussigné (nom, prénoms, fonctions civiles et domicile habituel), rappelé sous les drapeaux en qualité de (grade ou emploi militaire, corps de troupe ou service) donne délégation à M. (nom, prénoms, qualité et domicile) de toucher pendant la durée de la guerre, la totalité (ou telle fraction) des émoluments civils auxquels je puis prétendre en vertu de l'article 13 de l'ordonnance du 8 janvier 1944.

Date et signature.

Le soussigné déclare que l'intéressé perçoit en qualité de (grade, échelon) :

a) à titre de solde de base Fr.

b) à titre de majoration de solde Fr.

c) à titre de prime d'entretien Fr.

d) à titre d'indemnité compensatrice des

frais en dehors de la garnison Fr.

(à la suite, le cas échéant, les allocations ou indemnités détaillées à l'alinéa 5, paragraphe B, du titre II).

A le, 194 .

Le Chef de Corps
ou l'Intendant militaire,

(1) Administration ou service dont relève l'intéressé.

MODELE N° 2

Déclaration à faire par un fonctionnaire civil rappelé sous les drapeaux, à l'effet de déterminer les émoluments civils dont il peut continuer à bénéficier.

(Cette déclaration n'est pas utile lorsque le fonctionnaire souscrit immédiatement une délégation conforme au modèle n° 1).

Administration

ou Service (1)

Je soussigné (nom, prénoms, fonctions civiles et domicile habituel), déclare en vue du paiement des émoluments civils auxquels je puis prétendre, conformément à l'article 13 de l'ordonnance du 8 janvier 1944, avoir été rappelé sous les drapeaux en qualité de (grade ou emploi militaire, corps de troupe ou service).

Date et signature.

(Mêmes certifications et attestations que le modèle n° 1).

(1) Administration ou service dont relève l'intéressé.

DECRET du 18 avril 1944 réalisant l'uniformité des traitements des administrateurs des Colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 sur l'organisation du personnel des administrateurs des Colonies, ensemble les textes modificatifs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1^{er} avril 1944, les traitements des administrateurs des Colonies sont uniformément fixés ainsi qu'il suit :

Administrateur en chef :

	frs.
après 8 ans	81.000
après 6 ans	77.000
après 3 ans	73.000
avant 3 ans	70.000

Administrateur de 1^{re} classe :

après 6 ans	65.000
après 3 ans	63.000
avant 3 ans	60.000

Administrateur de 2^e classe 55.000

Administrateur de 3^e classe 50.000

Administrateur-adjoint de 1^{re} classe :

après 6 ans	47.000
après 3 ans	45.000
avant 3 ans	40.000

Administrateur-adjoint de 2^e classe 35.000

Administrateur-adjoint de 3^e classe 30.000

Elève administrateur 25.000

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 10 juillet 1920 sur l'organisation du personnel des administrateurs des Colonies sont modifiées en conséquence de l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 18 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :
Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés**DECRET du 2 avril 1944.**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 30 novembre 1943 portant transformation du Commissariat aux Prisonniers et Déportés en Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés;

Vu le décret du 8 décembre 1943 fixant les attributions du Commissaires aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Outre les attributions qui lui sont reconnues par le décret du 8 décembre 1943, le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés centralise et traite, en liaison avec les Commissaires intéressés, toutes les questions concernant :

1^o — les ressortissants non militaires des pays alliés ou neutres qui, se trouvant en France et dans l'Empire, doivent être rapatriés;

2^o — les ressortissants des pays ennemis se trouvant en France ou dans l'Empire et dont le rapatriement ou le transfert aura été décidé;

3^o — les apatrides se trouvant en France ou dans l'Empire;

4^o — les étrangers et les apatrides qui ont dû abandonner, en raison des circonstances de la guerre, leur résidence en France ou dans l'Empire.

ART. 2. — Des arrêtés fixeront les conditions d'application du présent décret.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 4. — Le présent décret n'entraîne aucune modification des attributions du Commissariat aux Affaires sociales en ce qui concerne l'émigration et l'immigration des travailleurs.

ART. 5. — Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, le Commissaire à la Justice, le Commissaire aux Affaires étrangères, le Commissaire à l'Intérieur, le Commissaire aux Finances, le Commissaire au Ravitaillement et à la Production, le Commissaire à l'Education nationale et à la Jeunesse, le Commissaire aux Communications et à la Marine marchande, le Commissaire aux Affaires sociales, le Commissaire à la Guerre et à l'Air, le Commissaire à la Marine, le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à l'Information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 2 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Prisonniers,
Déportés et Réfugiés,*
Henri FRENAY.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire à l'Intérieur p.i.,*
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

*Le Commissaire au Ravitaillement,
et à la Production,*
André DIETHELM.

*Le Commissaire à l'Education nationale
et à la Jeunesse,*
René CAPITANT.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*
René MAYER.

Le Commissaire aux Affaires sociales,
A. TIXIER.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

*Voir décret du 8 décembre 1943 au J. O. R. F. du
16 décembre 1943, Page 341.*

Promulgations

N^o 300 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 juin 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 5 avril 1944 relative aux marins, militaires, marins du commerce et civils disparus pendant la durée des hostilités;

2^o — le décret du 13 avril 1944 rétablissant la commission de classement pour la magistrature coloniale;

3^o — l'ordonnance du 13 avril 1944 constatant la nullité de l'acte dit « loi du 24 décembre 1941 », instituant une Médaille dite « Médaille Commémorative du Levant ».

*ORDONNANCE du 5 avril 1944 relative aux marins,
militaires, marins du commerce et civils disparus
pendant la durée des hostilités.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1943 relative aux actes de décès;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est validé l'acte dit « loi du 22 septembre 1942 », relatif aux marins, militaires, marins du commerce et civils disparus pendant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 25 juin 1940, mais avec les modifications ci-après :

ART. 2. — L'article 1^{er} de la loi du 22 septembre 1942 relative aux militaires, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 1^{er}. Lorsqu'un militaire ou marin aura, dans la période comprise entre le 3 septembre 1939 et la date indiquée, par le décret fixant la date de

cessation légale des hostilités, cessé de paraître à son corps et au lieu de son domicile ou de sa résidence, que depuis la date de sa disparition on n'aura point eu de nouvelles et que son décès n'aura pas été régulièrement constaté, toutes personnes intéressées pourront se pourvoir devant le tribunal de son domicile pour faire déclarer son absence. Ce droit appartiendra également au Ministère public ».

Il en sera de même en cas de disparition de toute autre personne dans la même période par suite de faits de guerre.

ART. 3. — La requête et les pièces justificatives seront transmises par le Procureur de la République : s'il s'agit d'un militaire, au Commissaire à la Guerre ou au Commissaire à l'Air; s'il s'agit d'un marin, au Commissaire à la Marine; s'il s'agit d'un marin de commerce, au Commissaire aux Communications et à la Marine marchande; s'il s'agit d'un civil, au Commissaire à l'Intérieur.

Elles seront renvoyées au Procureur de la République par le Commissaire compétent avec tous les renseignements qu'il aura pu recueillir.

Le Procureur de la République remettra les pièces au Greffe, après avoir prévenu l'avoué demandeur.

ART. 4. — La demande est rendue publique par les soins du Commissariat à la Justice, qui la fait insérer en extrait au Journal Officiel dans le mois de la réception de la requête.

ART. 5. — Le Tribunal dûment saisi par la requête, statue sur le rapport d'un juge.

S'il résulte des documents fournis qu'il n'y a pas lieu de présumer le décès de la personne disparue, le Tribunal a la faculté d'ajourner sa décision pendant un délai qui ne peut excéder une année.

Le Tribunal peut, s'il y a lieu, ordonner l'enquête prévue par l'article 116 du Code civil.

En aucun cas le jugement déclaratif portant déclaration d'absence, ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai d'une année, à compter de l'annonce au Journal Officiel prescrite par l'article 4 ci-dessus.

ART. 6. — Le Ministère public et les parties intéressées peuvent interjeter appel des jugements soit interlocutoires, soit définitifs, dans le délai de deux mois à dater du jour du jugement. La Cour statuera dans le délai d'un mois.

ART. 7. — Les demandes introduites en vertu de la présente ordonnance sont instruites comme en matière sommaire.

ART. 8. — Dans le cas d'absence déclarée en vertu de la présente ordonnance, l'envoi en possession provisoire, à charge de fournir caution ou de faire emploi, peut être demandé sans délai, même si l'absent a laissé une procuration.

ART. 9. — Dans le jugement qui déclare l'absence, le Tribunal pourra par une disposition spécialement motivée réduire jusqu'à un minimum de cinq années le délai de trente ans, fixé par l'article 129 du Code civil pour l'envoi en possession définitif.

ART. 10. — Lorsque cinq années se seront écoulées depuis la disparition constatée, causée par un fait de guerre, le Tribunal saisi soit à la requête des personnes visées à l'article 2 de la présente ordonnance, soit à la requête de celles visées dans les articles 88 et 89 du Code civil et dans la loi du 15 mars 1940, prononce un jugement déclaratif de décès.

Le jugement indiquera la date présumée du décès.

ART. 11. — Si le disparu reparait ou donne de ses nouvelles postérieurement au jugement déclaratif de décès, il est admis à en poursuivre l'annulation.

Il est statué quant à ses biens, conformément aux dispositions du Code civil visant le cas de retour après envoi en possession définitif.

Si son conjoint a contracté un nouveau mariage, cette union est réputée comme mariage putatif. Les enfants qui en seraient issus sont considérés comme légitimes.

ART. 12. — Les dispositions du Code civil relatives aux absents, continuent d'être appliquées en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente ordonnance.

ART. 13. — La présente ordonnance est applicable à l'Algérie et aux Colonies. Toutefois, ces dispositions, en tant qu'elles sont relatives à la déclaration d'absence, ainsi que les paragraphes 2 et 3 de l'article 11 ne sont pas applicables aux indigènes non soumis au statut personnel français.

ART. 14. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire à l'Intérieur p.l.,*

François DE MENTHON.

Le Commissaire à la Guerre,

André DIETHÈLM.

Le Commissaire à la Marine,

Louis JACQUINOT.

Le Commissaire à l'Air,

Fernand GRENIER.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*

René MAYER.

LOI n° 876 du 22 septembre 1942 relative aux militaires, marins et civils disparus pendant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 25 juin 1940.

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un militaire ou un marin aura, dans la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 25 juin 1940, cessé de paraître à son corps et au lieu de son domicile ou de sa résidence, que depuis la date de sa disparition on n'en aura point eu de nouvelles et que son décès n'aura pas été régulièrement constaté, toutes personnes intéressées pourront se pourvoir devant le tribunal de son domicile pour faire déclarer son absence. Ce droit appartiendra également au ministère public.

Il en sera de même au cas de disparition de toute autre personne dans la même période par suite de faits de guerre.

ART. 2. — La requête et les pièces justificatives seront transmises par le procureur de la République, s'il s'agit d'un militaire ou d'un marin, au ministère

de la guerre, de la marine ou de l'aviation, et, s'il s'agit d'un civil, au ministère de l'intérieur ou des colonies.

Elles seront renvoyées au procureur de la République par le ministre compétent avec tous les renseignements qu'il aura pu recueillir.

Le procureur de la République remettra les pièces au greffe après avoir prévenu l'avoué demandeur.

ART. 3. — La demande sera rendue publique par les soins du ministre de la justice, qui la fera insérer en extrait au *Journal officiel* dans le mois de la réception de la requête.

ART. 4. — Le tribunal dûment saisi par la requête, statuera sur le rapport d'un juge.

S'il résulte des documents fournis qu'il n'y a pas lieu de présumer le décès de la personne disparue, le tribunal aura la faculté d'ajourner sa décision pendant un délai qui ne pourra excéder une année.

Le tribunal pourra, s'il y a lieu, ordonner l'enquête prévue par l'article 116 du code civil.

En aucun cas, le jugement définitif portant déclaration d'absence ne pourra intervenir avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'annonce officielle prescrite par l'article 3 ci-dessus.

ART. 5. — Le ministère public et les parties intéressées pourront interjeter appel des jugements soit interlocutoires, soit définitifs, dans le délai de deux mois à dater du jour du jugement. La cour statuera dans le délai d'un mois.

ART. 6. — Les demandes introduites en vertu de la présente loi seront instruites comme en matière sommaire.

ART. 7. — Dans le cas d'absence déclarée en vertu de la présente loi, l'envoi en possession provisoire, à charge de fournir caution ou de faire emploi, pourra être demandé sans délai, même si l'absent a laissé une procuration.

ART. 8. — Dans le jugement qui déclarera l'absence, le tribunal pourra, par une disposition spécialement motivée, réduire jusqu'à un minimum de cinq années le délai de trente ans fixé par l'article 129 du code civil pour l'envoi en possession définitif.

ART. 9. — Lorsque quatre années se seront écoulées depuis la disparition constatée, causée par un fait de guerre, le tribunal saisi soit à la requête des personnes visées à l'article 1^{er} de la présente loi, soit à la requête de celles visées dans les articles 88 et 89 du code civil et dans la loi du 15 mars 1940, prononcera un jugement déclaratif de décès.

Le jugement indiquera la date présumée du décès.

ART. 10. — Si le disparu reparait ou donne de ses nouvelles postérieurement au jugement déclaratif de décès, il sera admis à en poursuivre l'annulation.

Il sera statué quant à ses biens conformément aux dispositions du code civil visant le cas de retour après envoi en possession définitif.

Si son conjoint a contracté un nouveau mariage, cette union sera réputée comme mariage putatif. Les enfants qui en seraient issus seront considérés comme légitimes.

ART. 11. — Les dispositions du code civil relatives aux absents continueront d'être appliquées en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.

ART. 12. — Des décrets régleront l'application de la présente loi en Algérie et aux colonies.

ART. 13. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le secrétaire d'Etat à la marine, le secrétaire d'Etat à l'aviation, le secrétaire d'Etat à la guerre et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

LOI du 15 mars 1940 relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre.

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 89, 90, 91 et 92 du code civil sont applicables au cas de toute personne décédée victime des opérations de guerre quand il n'aura pas été dressé d'acte régulier de décès.

Les ministres compétents pour déclarer la présomption de décès sont : le ministre des anciens combattants et pensionnés pour les militaires et assimilés, le ministre de la marine pour les marins et assimilés et le ministre de l'intérieur pour toutes les autres personnes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

ORDONNANCE du 17 novembre 1943 relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du Commissaire à la Guerre et à l'Air et du Commissaire à la Marine;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'ordonnance du 28 mars 1943 du Général d'Armée Commandant en Chef civil et militaire relative aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

La présomption de décès dans les cas prévus par la loi du 15 mars 1940 et les articles 88, 89 et 90 du Code civil est déclarée :

pour les militaires des armées de Terre et de l'Air par le Commissaire à la Guerre et à l'Air;

pour les militaires de l'armée de Mer par le Commissaire à la Marine;

pour toutes autres personnes par le Commissaire à l'Intérieur.

La requête devra être communiquée à ces autorités conformément aux dispositions de l'article 91 du Code civil.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 17 novembre 1943.

DE GAULLE.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,

Louis JACQUINOT.

Le Commissaire à l'Intérieur,

Emmanuel D'ASTIER.

DECRET du 13 avril 1944 rétablissant la Commission de classement pour la magistrature coloniale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale et les actes subséquents qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est nul et de nul effet l'acte dit « arrêté du 18 août 1942 ».

ART. 2. — A titre temporaire et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement, il est rétabli une Commission de classement à laquelle sont dévolues les fonctions prévues par l'article 29 du décret du 22 août 1928.

ART. 3. — La Commission de classement est composée :

1^o — du Président de la Chambre provisoire de Cassation en matière criminelle, *président*;

2^o — du Conseiller aux Affaires judiciaires du Commissariat aux Colonies;

3^o — d'un membre de la Chambre provisoire de Cassation désigné après accord entre le Commissaire à la Justice et le Commissaire aux Colonies;

4^o — d'un Procureur général ou d'un Président de Cour du cadre de la magistrature coloniale, désigné par arrêté du Commissaire aux Colonies.

ART. 4. — La Commission de classement a son siège au lieu où est établi le Comité français de la Libération nationale. Elle se réunit au Commissariat aux Colonies sur la convocation de son président.

En cas de partage des voix au sein de la Commission, la voix du président est prépondérante. Le secrétaire est désigné par arrêté du Commissaire aux Colonies.

ART. 5. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 13 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Justice,

François DE MENTHON.

ORDONNANCE du 13 avril 1944 constatant la nullité de l'acte dit « loi du 24 décembre 1941 » instituant une Médaille dite « Médaille commémorative du Levant ».

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Guerre, du Commissaire à l'Air et du Commissaire à la Marine;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est nul et de nul effet l'acte dit « Loi du 24 décembre 1941 » instituant une Médaille dite « Médaille commémorative du Levant », avec agrafe « Levant 1941 ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 13 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Guerre,

Commissaire à la Marine p. i.,

André DIETHELM.

Le Commissaire à l'Air,

Fernand GRENIER.

Le Commissaire aux Affaires étrangères p. i.,

CATROUX.

Le Commissaire à l'Intérieur p. i.,

François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Allocations en faveur des familles des militaires mobilisés

N^o 301 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 juin 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 18 avril 1944 relative aux allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire d'Etat aux Affaires musulmanes, du Commissaire aux Affaires étrangères, du Commissaire aux Finances, du Commissaire à la Guerre, du Commissaire à l'Air, du Commissaire à la Marine, du Commissaire à l'Intérieur, du Commissaire aux Affaires sociales, du Commissaire aux Colonies, du Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la durée de la mobilisation;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 qui a fixé les taux et les conditions d'attribution de ces allocations et les textes modificatifs subséquents, notamment l'ordonnance du 26 août 1943 et le décret du 26 octobre 1943;

Vu l'ordonnance du 7 mars 1944 relative au statut des Français musulmans d'Algérie;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux, sont remises en vigueur dans les territoires où elles avaient été abrogées, ainsi que celles du décret d'application du 1^{er} septembre 1939 et des actes modificatifs et complémentaires subséquents.

Les actes nuls dits « ordonnances nos 50 et 52 des 20 et 22 décembre 1942 » cessent immédiatement de recevoir application. L'acte nul dit « Loi du 20 juillet

1942 » instituant une délégation familiale au profit des familles de prisonniers de guerre ainsi que les textes modificatifs, ou complémentaires et d'application dudit acte cessent de recevoir application. Toutefois les effets de ces actes nuls sont maintenus jusqu'à la mise en vigueur des décrets ou arrêtés prévus par l'article suivant.

ART. 2. — Les taux et conditions d'attribution des allocations principales et des majorations sont fixés, savoir :

a) pour les familles résidant en Corse et dans les territoires métropolitains libérés, par décrets sur le rapport des Commissaires intéressés,

b) pour les familles résidant en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Syrie et au Liban, par arrêtés pris par le Gouverneur Général de l'Algérie, les Résidents Généraux, le Délégué Général Haut Commissaire de France au Levant, après approbation préalable du Commissaire aux Finances et des Commissaires intéressés en chaque cas,

c) pour les familles résidant dans les territoires relevant du Commissaire aux Colonies, par arrêtés des chefs de Colonies exécutoires après approbation du Commissaire aux Colonies et pris après accord du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux Finances.

Ces décrets et arrêtés seront établis en considérant la résidence effective des bénéficiaires de l'allocation principale au jour de l'appel ou du rappel sous les drapeaux du soutien de famille.

En aucun cas, l'application de ces décrets et arrêtés ne pourra avoir pour effet de diminuer le montant total des allocations et majorations servies aux familles visées ci-dessus à la date de publication de la présente ordonnance.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 18 avril 1944,
DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire d'Etat,
Général CATROUX.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIOLI.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDÈS-FRANCE.

Le Commissaire à la Guerre,
André DIETHELM.

Le Commissaire à l'Air,
Fernand GRENIER.

Le Commissaire à la Marine,
JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Intérieur p. i.,
François DE MENTHON.

*Le Commissaire aux Prisonniers,
Déportés et Réfugiés,*
Henri FRENAY.

Le Commissaire aux Affaires sociales p. i.,
René CAPITANT.

*Le Commissaire délégué à l'Administration
des Territoires métropolitains libérés,*
André LE TROQUER.

Sociétés indigènes de prévoyance

N° 302 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 juin 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 18 avril 1944 portant création de secteurs d'hygiène et immobiliers par les sociétés indigènes de prévoyance.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 4 juillet 1919 portant organisation des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels en A.O.F., modifié par ceux des 5 décembre 1923, 10 octobre 1930, 9 novembre 1933, 8 décembre 1937 et 31 mai 1938;

Vu les recommandations de la Conférence africaine française de Brazzaville;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles peuvent, par arrêté du Gouverneur pris en Conseil privé ou en Conseil d'administration et soumis à l'approbation du Gouverneur général, créer des Secteurs d'hygiène et immobiliers.

ART. 2. — Le Secteur d'hygiène de la Société de Prévoyance a pour but de prendre dans le cadre des instructions générales techniques et sous le contrôle du Service de Santé, toutes mesures contribuant :

a) à l'amélioration de la condition physique des populations, à l'hygiène et à l'assainissement des agglomérations;

b) au contrôle de l'enfance et de la jeunesse.

ART. 3. — Le Secteur immobilier de la Société de Prévoyance a pour but :

a) l'étude et la réalisation pour le compte de ses adhérents, de toutes les questions d'aménagement foncier et de construction immobilière et d'hygiène individuelle et collective;

b) le groupement des commandes et la vente de matériaux aux adhérents;

c) la fabrication de matériaux locaux;

d) les prêts aux adhérents pour des réalisations immobilières.

ART. 4. — Le Médecin-Chef de la circonscription sanitaire et l'Ingénieur, chef d'arrondissement ou de subdivision, feront partie de droit, avec voix délibérative, du conseil d'administration des Sociétés de Prévoyance comportant des secteurs d'hygiène ou immobiliers. Aucune mesure concernant les secteurs d'hygiène ou immobiliers ne pourra être prise sans l'accord préalable du médecin de la circonscription sanitaire ou de l'Ingénieur, chef de la subdivision des Travaux publics.

ART. 5. — Le Directeur du Service de santé et le chef du service des Travaux publics de la colonie feront partie de droit de la Commission centrale de surveillance des Sociétés de Prévoyance, et toutes les questions intéressant les Sociétés de Prévoyance à Secteur d'hygiène ou immobiliers leur seront soumises obligatoirement.

ART. 6. — Est nul et de nul effet l'acte de l'autorité de fait dit « décret n° 1747 du 10 juin 1942 » relatif à la création de secteurs médicaux et immobiliers par des Sociétés indigènes de prévoyance.

ART. 7. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 18 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Personnel

N° 303 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 juin 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 24 avril 1944 modifiant l'article 108 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les actes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1 de l'article 108 du décret susvisé du 2 mars 1910, est complété comme suit :

« Chef de la Région de Diégo-Suarez : 24.000 ».

Le reste du paragraphe 1, sans changement.

ART. 2. — Le tableau II, annexé au paragraphe IV de l'article 108 du décret du 2 mars 1910, est complété comme suit :

	A.O.F.	A.E.F. et Madagascar
Directeur du Service de l'Information	12.000	
Chef de circonscription territoriale lorsque ces fonctions sont remplies par un Gouverneur des Colonies...	30.000	30.000
Directeur de l'Enseignement.....		7.500
Directeur des Affaires malgaches....		7.500

ART. 3. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 24 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Comité Economique

DECRET du 24 avril 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès de la Présidence du Comité français de la Libération nationale un Comité Economique chargé de proposer au Comité français de la Libération nationale toutes décisions concernant la politique économique générale et la répartition des ressources, de coordonner l'action des divers Commissariats intéressés dans le domaine économique et notamment en matière de prix et de salaires, de régler toutes questions communes à ces Commissariats ou d'en proposer le règlement au Comité français de la Libération nationale, de fixer les directives générales pour la conduite des négociations économiques avec les Gouvernements alliés ou neutres.

Toute question rentrant dans la compétence d'un Commissariat, et mettant en cause la politique générale du Comité français de la Libération nationale en matière économique, doit être soumise par ce Commissariat à l'examen préalable du Comité Economique.

ART. 2. — Le Président du Comité français de la Libération nationale est Président du Comité Economique qui comprend 7 membres :

M. Queuille, Commissaire d'Etat,

M. André Philip, Commissaire d'Etat.

le Commissaire au Ravitaillement et à la Production,

le Commissaire aux Affaires Etrangères,

le Commissaire aux Finances,

le Commissaire aux Communications et à la Marine marchande,

le Commissaire aux Colonies,

* le Commissaire aux Affaires Sociales.

En outre tout Commissaire est appelé à siéger au Comité Economique avec voix délibérative pour toute question concernant ses attributions.

Le Secrétaire Général du Comité de la Libération nationale assiste aux séances du Comité Economique avec voix consultative.

ART. 3. — Le Comité Economique dispose d'un Secrétariat général. Le Secrétaire général est nommé par décret. Il est chargé, sous l'autorité du Président, de préparer les délibérations du Comité, d'en notifier les décisions et de suivre leur exécution. Il assure, suivant les directives fixées par le Comité Economique et par l'intermédiaire de la Direction des Affaires Economiques du Commissariat aux Affaires Etrangères, la conduite, des négociations économiques avec les pays alliés et neutres en utilisant le concours de la Direction du commerce extérieur du Commissariat au Ravitaillement et à la Production et éventuellement celui des représentants des autres Commissariats.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 24 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire d'Etat,

Henri QUEUILLE.

Le Commissaire d'Etat,

A. PHILIP.

*Le Commissaire au Ravitaillement
et à la Production,*

P. GIACOBBI,

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIOLI.

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*

René MAYER.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Affaires sociales p. i.,

René CAPITANT.

Personnel de la trésorerie du Togo

N° 304 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 juin 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 29 avril 1944 suspendant pendant la durée des hostilités la péréquation des effectifs des agents de la trésorerie du territoire sous mandat français du Togo.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES ET LE COMMISSAIRE AUX FINANCES,

Vu le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale des personnels des trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 avril 1941, modifiant l'effectif de la trésorerie du Togo, modifié par l'arrêté du 10 juin 1943, fixant l'effectif du personnel de la trésorerie du Togo;

Sur la proposition du Commissaire de la République au Togo;

ARRETERENT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont provisoirement suspendues pendant la durée des hostilités, les dispositions de l'arrêté du 10 juin 1943 fixant l'effectif maximum et la répartition par grades des agents en service dans la trésorerie du territoire sous mandat français du Togo.

Alger, le 29 avril 1944.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN;

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Assemblée consultative provisoire

DECRET du 29 avril 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur la proposition du Commissaire d'Etat aux relations avec l'Assemblée et aux Etudes;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 portant institution d'une Assemblée Consultative provisoire, modifiée par les ordonnances des 15 octobre et 6 décembre 1943;

Vu l'ordonnance du 6 août 1943 instituant un Comité juridique auprès du Comité français de la Libération nationale, ensemble le décret du 2 octobre 1943 portant règlement intérieur des travaux du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice des dispositions des articles 17 et suivants de l'ordonnance du 17 septembre 1943, le Comité français de la Libération nationale demande en principe l'avis de l'Assemblée Consultative Provisoire préalablement à l'adoption de toute législation touchant au statut des libertés individuelles, à l'organisation des Pouvoirs publics et à la structure économique et sociale du pays.

ART. 2. — La procédure à pratiquer pour la consultation de l'Assemblée en matière législative est normalement la suivante :

ART. 3. — Le Comité français de la Libération nationale dépose sur le bureau de l'Assemblée un rapport exposant les éléments du problème et indiquant, s'il y a lieu, la position du Comité.

ART. 4. — La Commission compétente de l'Assemblée est saisie du rapport par le bureau de l'Assemblée. Elle procède à son examen ainsi que, le cas échéant, à l'examen de toute proposition, amendement, avis ou suggestion y relatif. Le ou les Commissaires compétents se tiennent en liaison avec la Commission pour toute précision ou tout développement que celle-ci juge utile de leur demander.

A l'issue de ses travaux, la Commission établit un rapport qui est remis à tous les membres de l'Assemblée et communiqué au Comité français de la Libération nationale. Ce rapport peut revêtir toutes formes que la Commission estime appropriées et notamment être accompagné d'un texte divisé en articles.

ART. 5. — L'Assemblée délibère sur la base du rapport de la Commission. Le Comité français de la Libération nationale intervient dans les débats s'il le juge utile. L'Assemblée exprime son avis par une motion qui peut prendre la forme d'un texte divisé en articles.

ART. 6. — Le Comité français de la Libération nationale fait connaître dans un délai de 15 jours s'il accepte ou non le principe de l'avis formulé par l'Assemblée. Il arrête alors, le Comité juridique entendu, la ou les ordonnances nécessaires, en les faisant précéder de la formule : « Vu l'avis de l'Assemblée Consultative Provisoire exprimé à sa séance du.....; le Comité juridique entendu ».

ART. 7. — Les Commissaires, membres du Comité français de la Libération nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 29 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire d'Etat,

A. PHILIP.

Le Commissaire d'Etat,

CATROUX.

Le Commissaire d'Etat,

Henri QUEUILLE.

Le Commissaire d'Etat,

François BILLOUX.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIOLI.

Le Commissaire à l'Intérieur,
Emmanuel D'ASTIER.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire au Ravitaillement et à la Production,
P. GIACOBBI.

*Le Commissaire à l'Education nationale
et à la Jeunesse,*

*Commissaire à la Justice p. i.,
Commissaire aux Affaires sociales p. i.,*

René CAPITANT.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*
René MAYER.

Le Commissaire à la Guerre,
André DIETHELM.

Le Commissaire à l'Air,
Fernand GRENIER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés,
FRENAY.

*Le Commissaire délégué à l'Administration
des Territoires métropolitains libérés,*

André LE TROQUER.

LISTE D'ENNEMIS

Un supplément n° 39 au numéro du 11 mai 1944
« du Journal Officiel de la République Française pu-
« blie la liste récapitulative officielle d'ennemis, dres-
« sée en application :

« de l'article 3 du décret du 1^{er} septembre 1939,
« interdisant tout rapport avec les ennemis et les per-
« sonnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occu-
« pé par l'ennemi ;

« et de l'ordonnance du 6 octobre 1943, relative
« à la répression des rapports économiques avec les
« ennemis, postérieurs au 22 juin 1940, et à l'organi-
« sation de la guerre économique.

« Cette liste abroge et remplace toutes les précé-
« dentes ».

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Energie électrique

ARRETE N° 1463/TP du 22 mai 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouver-
nement général de l'A. O. F. ;

Vu les décrets des 19 septembre 1936 et 20 juillet 1937
portant réduction des dépenses administratives du Togo ;

Vu le décret du 7 juin 1928 portant réglementation en
Afrique Occidentale Française des distributions et lignes
de transport d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1928 portant organisation en
A. O. F. du contrôle des distributions et lignes de transport
d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté n° 4545 TP. du 22 décembre 1942 modifié par
l'arrêté n° 4369 TP. du 31 décembre 1943 fixant l'organisa-
tion et le fonctionnement de la Direction Générale des tra-
vaux publics ;

Vu l'arrêté n° 996 TP. du 6 mars 1943 réorganisant le
contrôle des distributions et lignes de transport d'énergie
électrique en A. O. F. et au Togo ;

Sur la proposition du Directeur Général des travaux
publics de l'A. O. F. et du Togo ;

La Commission Permanente du Conseil de Gouvernement
entendue ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par suite de la suppression du
poste de Directeur des Travaux, le contrôle des lignes
de transport et de distribution d'énergie électrique
sera exercé, dans les conditions prévues à l'arrêté
n° 996 TP. du 6 mars 1943, directement par le Directeur
Général des Travaux Publics de l'A. O. F. et du Togo
qui pourra toutefois déléguer tout ou partie de ses
attributions conformément à l'article 9 de l'arrêté
n° 4545 TP. du 22 décembre 1942.

ART. 2. — Le Directeur Général des Travaux Publics
de l'A. O. F. et du Togo est chargé de l'exécution du
présent arrêté qui sera enregistré, publié aux *Journaux
Officiels* de l'A. O. F. et du Togo et communiqué
partout où besoin sera.

Dakar, le 22 mai 1944.

Pour le Gouverneur Général en tournée,
Le Gouverneur Secrétaire Général p. i.,
Chargé de l'expédition des affaires courantes,
DIGO.

Conseil d'administration

N° 1516. — Par arrêté du Gouverneur Général de
l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au
Togo, en date du :

26 mai 1944. — M. SIAUT (Louis), Agent de la
Société Générale du Golfe de Guinée, est nommé
membre titulaire citoyen français du Conseil d'Admi-
nistration du Togo, en remplacement de M. Trosselly
(Antoine).

Fûts vides métalliques

ARRETE N° 1528 SE. du 29 mai 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouver-
nement général de l'Afrique Occidentale Française et les
actes modificatifs ;

Vu le décret du 2 mai 1939 concernant l'application de la
loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation
pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dé-
pendant de l'Autorité du Département des Colonies ;

Vu le décret du 5 décembre 1939 autorisant les Chefs
des Colonies à réglementer l'exportation des produits colo-
niaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette
exportation ;

Vu l'arrêté n° 235 SE. du 15 janvier 1942 réglementant
les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur
de l'Afrique Française ;

Sous réserve d'approbation en Commission Permanente
du Conseil de Gouvernement ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'utilisation des fûts vides
métalliques de 200 litres à tout autre usage que l'em-

ballage des produits pétroliers, des huiles de palme, d'arachides et de ricin, et du beurre de karité, est interdite.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre.

ART. 3. — Les Gouverneurs des Colonies du groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances et le Commissaire de la République au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 mai 1944.

*Pour le Gouverneur Général en tournée,
le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire Général p. i. du Gouvernement Général
chargé de l'expédition des affaires courantes,
DIGO.*

Emballages métalliques

ARRETE N° 1555 SE du 1^{er} juin 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant la réglementation en matière de prix et stocks de tous produits, objet et denrées dans les territoires coloniaux ensemble l'arrêté modificatif du Gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française en date du 31 décembre 1942, approuvé par décision du 24 février 1943 du Commandant en Chef Français, civil et militaire, et l'arrêté général du 3 mai 1943;

Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943, relative à la réglementation du ravitaillement en Afrique Occidentale Française et au Togo, validant expressément, sauf en son article 16, la loi du 14 mars 1942 et celle du 3 mai 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la date de publication du présent arrêté au Journal Officiel de l'Afrique Occidentale Française, les emballages entièrement en fer blanc, d'une capacité égale ou inférieure à 1000 cm³ (mille centimètres cubes, c'est-à-dire un litre) sont exclusivement réservés à la fabrication de conserves stérilisées.

ART. 2. — L'exportation des produits de la mer en semi conserves non stérilisées d'une capacité égale ou inférieure à 1000 cm³ est interdite quelle que soit la nature des emballages.

ART. 3. — L'utilisation pour l'exportation des produits de la mer d'emballages métalliques quelle qu'en soit la nature et d'une capacité supérieure à 1 litre, n'est autorisée que dans le cas précis suivant :

Foies de poissons,
Huiles de foies de poissons,
Huiles de poissons,
Colles et glues de poissons.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté sont passibles des sanctions prévues par la loi n° 379 du 14 mars 1942.

ART. 5. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Commissaire de la République au Togo, l'Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 1^{er} juin 1944.

*Pour le Gouverneur Général en tournée,
le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire Général p. i. du Gouvernement Général
chargé de l'expédition des affaires courantes,
DIGO.*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Rage

ARRETE N° 274 SE. du 23 mai 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 199 du 3 avril 1943 organisant le Service de l'Elevage au Togo;

Vu l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu le diagnostic clinique de rage posé récemment sur deux chiens mis en observation;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Elevage;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de rage le territoire de la Commune-Mixte de Lomé.

ART. 2. — La séquestration des chiens dans le territoire de la Commune-Mixte de Lomé est obligatoire pendant une période de deux mois.

Pendant ce temps, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens ou de les conduire en dehors de leur résidence.

Les chiens errants seront conduits à la fourrière où dès leur entrée ils seront visités par le vétérinaire (ou à son défaut par le médecin de l'hygiène) qui décide s'ils doivent être immédiatement abattus ou mis en observation. Sont considérés comme errants, tous chiens non munis d'un collier portant indication du nom du propriétaire.

ART. 3. — Tout animal atteint de rage est immédiatement abattu, les chiens, les chats, ainsi que tout autre mammifère en captivité ou en liberté, mordus ou roulés ou ayant été en contact avec un animal enragé sont abattus, à l'exception :

1° — Des chiens qui ont été vaccinés préventivement par un procédé dont les conditions d'application ont été fixées par la circulaire spéciale transmise sous N° 359 S/E. en date du 31 août 1943 au Commissariat de Police;

2° — Des porcs qui peuvent être sacrifiés pour la boucherie pendant les cinq jours qui suivent la morsure;

3° — Des herbivores domestiques, que les propriétaires peuvent être autorisés à conserver, après avis du service vétérinaire ou, à défaut, du service médical; dans ce cas, il est interdit de se dessaisir de ces animaux avant le délai de trois mois, sauf pour la boucherie.

ART. 4. — Lorsque des chiens ou des chats ont mordu des personnes et qu'il y a lieu de craindre la rage, ces animaux, si l'on peut s'en saisir, sans les abattre, sont placés en observation sous la surveillance d'un vétérinaire ou d'un médecin, jusqu'à ce que le diagnostic puisse être établi.

ART. 5. — L'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé, le Médecin chargé du Service d'hygiène, le Commissaire de Police, le Chef du Service de l'Elevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mai 1944.

J. NOUTARY.

Charbon bactérien

ARRETE N° 275 S. E. du 24 mai 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 199 du 3 avril 1943 organisant le Service de l'Elevage au Togo;

Vu l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux au Togo;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 modifié et complété par les arrêtés n° 269 du 30 mai 1941 et n° 165 du 14 mars 1943 réglementant l'importation, l'exportation et la circulation des animaux par voie de terre au Togo;

Deux cas de charbon bactérien ayant été constatés sur un troupeau d'ovins;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de charbon bactérien le territoire de la Commune Mixte de Lomé délimité par :

A l'Est Rue de la Mission — Rue d'Amoutivé —
Route d'Atakpamé,
A l'Ouest, la zone frontrière,
Au Nord, la route circulaire de la ville,
Au Sud, la plage.

ART. 2. — La zone franche est délimitée au nord par le plateau de Tokoin, à l'Est par le village de Bè.

ART. 3. — Aucun animal des espèces bovine, ovine et caprine provenant soit du territoire infecté, soit de territoire indemne ne devra pénétrer dans cette zone franche.

ART. 4. — Les cadavres non dépouillés des animaux infectés de fièvre charbonneuse doivent être brûlés et enfouis à 1 mètre 50 de profondeur au minimum.

Il est interdit de hâter, par effusion de sang, la mort des animaux malades.

L'abattoir se trouvant dans la zone infectée et ayant reçu dans ses locaux et parcs d'attente, des animaux suspects dont un est mort doit être rigoureusement et entièrement désinfecté.

ART. 5. — Les animaux des espèces bovine, ovine et caprine se trouvant sur le territoire déclaré infecté, doivent être vaccinés dans le plus bref délai possible par les soins du service de l'Elevage.

ART. 6. — Exceptionnellement des permis de circulation et de vente dans la région infectée, peuvent être accordés pour les animaux destinés à la boucherie à condition :

- 1^o — qu'ils ne soient pas vaccinés,
- 2^o — qu'ils ne présentent aucun symptôme de maladie,
- 3^o — qu'ils soient abattus à l'abattoir public.

Ces animaux doivent être marqués et abattus avant la levée de déclaration d'infection.

ART. 7. — L'Administrateur Maire, le Médecin Chef du Service d'Hygiène, le Chef du Service de l'Elevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mai 1944.

J. NOUTARY.

Comité de l'œuvre des prisonniers de guerre

DECISION N° 215 APA. du 25 mai 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 10 janvier 1941 portant fixation des statuts de la Croix-Rouge Française;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé, délégué départemental du comité local de la Croix-Rouge Française du Togo;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué à Lomé un comité dit « Comité de l'Œuvre des Prisonniers de Guerre », rattaché au Comité local de la Croix-Rouge Française du Togo.

ART. 2. — Ce comité est chargé d'assurer la réalisation du programme d'action pour l'Aide aux Prisonniers de Guerre, notamment en ce qui concerne l'organisation des envois de colis de vivres et de vêtements.

Il est composé ainsi qu'il suit :

M.M. Le Médecin-Colonel Pautet, chef du Service de Santé.

R. P. Moulin, Missionnaire catholique.

Toqué, Chef du Service des Douanes.

Heidelberger, Commerçant.

Horard, Chef ouvrier d'art hors classe des Travaux Publics.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1944.

J. NOUTARY.

Association nationale pour l'Indochine française

DECISION N° 216 APA. du 25 mai 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les statuts de l'Association Nationale pour l'Indochine Française;

Vu les décisions n° 33 du 5 janvier et n° 1369 du 11 mai 1944 de M. le Gouverneur général de l'A. O. F., portant création du Comité Local de l'Association Nationale de l'Indochine Française;

Vu la circulaire n° 217 c.m. 2 du 10 avril 1944 de M. le Gouverneur général de l'A. O. F.;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Lomé, une Section Locale de l'Association Nationale pour l'Indochine Française, ainsi composée :

M.M. Le Médecin-Colonel Pautet, Chef du Service de Santé du territoire du Togo,	<i>Président</i>
Le Médecin-Commandant Lafleur, Chef de la Subdivision Sanitaire Lomé-Tsévié	
Le Capitaine des Troupes Coloniales Maurice, Commandant des Forces de Police du Togo	} <i>Membres</i>
Huard, Directeur de l'Union Electrique Coloniale	
Robert, Contrôleur des Produits	
Pic, Administrateur des Colonies, chargé du Service de l'Information,	
	<i>Secrétaire-Trésorier.</i>

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1944.

J. NOUTARY.

Kapok

ARRETE N° 279 AE. du 26 mai 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et l'arrêté 1680 SE. du 3 mai 1943;

Vu l'arrêté général 1062 SEP du 13 avril 1944;

Vu le télégramme 171 SEP du 15 mai 1944 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat de kapok est ouverte pour compter du 1^{er} juin 1944.

ART. 2. — Les prix à payer aux producteurs sont fixés comme suit :

	BLANC	GRIS
	Frcs	Frcs
Sokodé	2.480	1.987
Bassari	1.970	1.477
Kabou	1.783	1.290
Nawaré	1.562	1.069
Guérin-Kouka	1.494	1.001
Bafilo	2.046	1.553
Lama-Kara	1.868	1.375
Kétao	1.672	1.179
Pagouda	1.545	1.052
Tchautchau	1.766	1.273
Kouméa	1.655	1.162
Siou	1.511	1.018
Niamtougou	1.460	967
Sarakoua	1.647	1.154
Pessidé (Lama-Kara)	1.570	1.077
Alloum	1.460	967

Les prix d'achat dans les centres autres que ceux indiqués ci-dessus seront fixés par les Chefs de Circonscription, compte tenu des seuls frais de transport route décomptés à raison de 8,50 la tonne kilométrique.

Si les achats aux producteurs sont effectués par les S. I. P., les prix de cession au commerce seront ceux indiqués ci-dessus majorés de 175 francs par tonne; les présidents des S. I. P. pourront dans ce cas relever les prix d'achat aux producteurs de tout ou partie de cette somme.

ART. 3. — Dans le Cercle de Mango, les achats, égrenage et mise en balle, seront effectués par la S. I. P. qui paiera les producteurs à raison de 1f,50 le kg blanc, 1 franc le kg gris dans tous les centres d'achat.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions et dans tous autres lieux publics.

Lomé, le 26 mai 1944.

J. NOUTARY.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 280 AE. du 26 mai 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 1042 SEC/7 du 8 avril 1944;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Piquelin, commerçant, aura droit à 1% des marchandises importées sous contrôle administratif et qui seront réparties à compter du 1^{er} juin 1944 en application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 8 avril 1944 susvisé.

ART. 2. — Les Établissements R. Eychemme auront droit, en plus de leurs attributions normales, à un pourcentage de 4% des marchandises importées sous contrôle administratif qui seront réparties à compter du 1^{er} juin 1944 en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 8 Avril 1944 compte tenu de la part prise en 1943 par cette firme dans l'exportation des produits notamment les oléagineux et le maïs et du fait que cette firme a ouvert trois factoreries dans le Nord du Territoire.

ART. 3. — M. Michel Kalife, commerçant à Lomé aura droit, sous réserve du paiement de la patente d'importation, à 1% des marchandises importées sous contrôle administratif qui seront réparties à compter du 1^{er} juin 1944 en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 8 avril 1944.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions prévues par l'article 14 de l'arrêté 1042 SEC/7 du 8 avril 1944.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T. et dans tous les lieux publics.

Lomé, le 26 mai 1944.

J. NOUTARY.

Personnel**Examen professionnel****ARRETE N° 282 p. du 29 mai 1944.**L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des Travaux Publics et des Chemins de Fer, et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 239 du 1er mai 1934 réglant à nouveau le statut du personnel des cadres locaux indigènes des Services des Travaux Publics, de la T. S. F., des Chemins de Fer et du wharf et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 362 du 12 juillet 1941 fixant les conditions des examens professionnels pour l'avancement des agents des cadres locaux indigènes des Travaux Publics, de la T. S. F., des Chemins de Fer et du Wharf;

ARRÊTE :**ARTICLE PREMIER.** — Les articles 1, 2 et 5 de l'arrêté n° 362 du 12 juillet 1941 susvisé sont modifiés comme suit :*Article Premier (nouveau).* — Les agents des cadres locaux indigènes des Travaux Publics, de la T. S. F., des Chemins de Fer et du Wharf, dont la nomination dans le cadre supérieur ou la promotion de la 2^e à la 1^{re} catégorie est subordonnée à un examen professionnel en vertu des articles 4-2^e et 9 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, peuvent être, après avis de la Commission de classement du personnel, autorisés par le Commissaire de la République à subir devant une Commission les épreuves d'un examen dans les conditions fixées ci-après :*Art. 2. (nouveau).* — La Commission se réunit à Lomé à une date fixée par le Commissaire de la République.

Elle est composée comme suit :

(Sans changement)

Art. 5. (nouveau). — Après la dernière séance, un procès-verbal est établi par la Commission qui note immédiatement les épreuves et donne son avis sur la nomination ou la promotion de l'agent examiné.

Le procès-verbal et les épreuves sont adressés au Commissaire de la République pour décision.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1944.

J. NOUTARY.

Agents de police**ARRETE N° 289 p. du 3 juin 1944.**L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo et les actes modificatifs;

Vu l'arrêté n° 183/p. du 8 avril 1944 créant au Togo un cadre local subalterne d'agents de police;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Le concours pour l'emploi d'agent de Police du cadre local subalterne du Togo a lieu à Lomé devant une commission composée comme suit :Le chef du bureau des affaires politiques, *Président*

Un administrateur ou un administrateur-adjoint des Colonies ou un agent des S. C. des colonies.

Membres

Le chef du service de la sûreté

Le chef du bureau du personnel

Un moniteur d'éducation physique (membre uniquement pour l'épreuve d'athlétisme).

ART. 2 — La date du concours ainsi que le nombre d'agents à recruter sont fixés par le Commissaire de la République trois mois au moins avant cette date et portés à la connaissance des candidats par voie d'affichage et d'insertion au Journal officiel du Togo.

Les candidats adresseront leur demande au Commissaire de la République accompagnée des pièces réglementaires un mois avant la date fixée pour le concours.

ART. 3. — Les épreuves du concours sont fixées ainsi qu'il suit :*a) Epreuves écrites*1^o — Orthographe : une dictée portant sur une dizaine de lignes d'un texte en français — coefficient 1 — durée : 30 minutes.2^o — Rédaction d'un rapport — coefficient 3 — durée : 1 heure 30.3^o — Arithmétique : épreuve portant sur les quatre opérations (addition, soustraction, multiplication, et division) — coefficient 2 — durée : 45 minutes.4^o — Une question de géographie élémentaire du Togo et de l'A. O. F. — coefficient 1 — durée : 45 minutes.5^o — Organisation administrative du Togo — coefficient 1 — durée : 1 heure.*b) Epreuves d'athlétisme*1^o — Courir le 100 mètres en 15 secondes (temps maximum)

2° — Courir le 1.000 mètres en 4 minutes (temps maximum)

3° — Sauter 4 mètres en longueur (distance minimum).

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Tout candidat qui aura obtenu une note inférieure à 5 sur 20 pour l'une des épreuves écrites ou qui n'aura pas totalisé 80 points pour l'ensemble de ces épreuves sera éliminé.

En ce qui concerne l'épreuve d'athlétisme, les candidats qui n'auront pu parcourir les distances données dans les temps maxima accordés et franchir la longueur minimum admise seront éliminés, même s'ils ont obtenu le quantum de points exigé pour les autres épreuves.

ART. 4. — Les épreuves écrites sont choisies par le Commissaire de la République et adressées sous pli cacheté au Président de la Commission prévue à l'article premier ci-dessus, la veille de la date du concours.

Au début de la séance, le Président de la commission, en présence des candidats et des membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant les matières destinées à être traitées.

Les candidats doivent établir leurs compositions avec leurs moyens propres, sans le secours d'aucune documentation et sans aide d'aucune sorte. Toute contravention à ces dispositions entraîne l'exclusion immédiate du candidat.

ART. 5. — Après les épreuves, la commission dresse procès-verbal de ses opérations et fait parvenir le dossier complet du concours ainsi que ses propositions au Commissaire de la République qui décide de la nomination à intervenir.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 Juin 1944

J. NOUTARY

Fils de laine

ARRETE N° 286 A. E./3 du 3 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix;

Vu l'arrêté général n° 1294 SE du 29 mars 1943 portant délégation de pouvoirs aux chefs de Territoires;

Vu l'arrêté général n° 3839 SE du 5 novembre 1943 sur le mode de vente des tissus, rendu applicable au Togo par arrêté n° 631 AE du 22 novembre 1943;

Vu l'arrêté n° 8 AE/3 du 8 janvier 1944 fixant le mode de vente des articles textiles;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées en ce qui concerne les fils de laine les dispositions des arrêtés 8 du 8 janvier 1944 et 54 du 31 janvier 1944.

ART. 2. — La vente des fils de laine importés du Dahomey et débarqués du vapeur "Oued Fès", ainsi que des arrivages ultérieurs, est autorisée à compter du 1^{er} juin 1944 sur autorisation d'achat délivrée par le Chef du Bureau des Affaires Économiques et dans les conditions suivantes :

— Nouveaux-nés jusqu'à 1 an : 24 écheveaux Dahomey ou 6 Oued Fès;

— Enfants de 1 à 10 ans : 16 écheveaux Dahomey ou 4 Oued Fès;

— Enfants au-dessus de 10 ans et jusqu'à 16 ans : 12 écheveaux Dahomey ou 3 Oued Fès.

ART. 3. — Toute infraction à ces dispositions sera passible des sanctions de la loi du 14 Mars 1942.

ART. 4. — Le Chef du Service de contrôle des Prix et Stocks est chargé de l'application du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux de Postes et tous autres lieux publics.

Lomé, le 3 juin 1944.

J. NOUTARY.

Peste bovine

N° 287 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République du Togo p. i. en date du :

3 juin 1944 — Sont et demeurent abrogés les arrêtés n° 722 SE du 30 Décembre 1943 et 177 SE du 6 Mars 1944 déclarant infectés de peste bovine les cantons de Guérin-Kouka et Nawaré.

Douanes

Tarif fiscal d'entrée

ARRETE N° 291 D. du 3 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A. O. F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté N° 552 F. du 15 octobre 1943 fixant le mode d'assiette et les règles de perception des taxes d'importation au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943;

Vu l'arrêté général N° 639 F. du 29 février 1944 modifiant le tarif fiscal d'entrée en A. O. F., approuvé par le décret du 13 avril 1944;

Vu la lettre-avion N° 5089 dor/p. en date du 12 mai 1944 du Gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française; Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau I fixant le tarif fiscal d'entrée au Togo annexé à l'arrêté 552 F. du 15 octobre 1943 est modifié ou complété comme suit :

NUMÉRO DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DESIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL D'ENTRÉE	
		UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
180	I — ARTICLES NOUVEAUX CHAPITRE VII <i>Fruits et graines</i>		
181	Arachides { en coques { décortiquées	— —	Exemptes — id —
184	Amandes de coco ou coprah	—	— id —
193 a	Amandes de palme et palmistes	—	— id —
	CHAPITRE IX <i>Huiles et sucs végétaux</i>		
250	Huile de palme	—	— id —
251	Huile de palmistes	—	— id —
286	Caoutchouc	—	Exempt
	CHAPITRE XVIII <i>Produits chimiques</i>		
	II — ARTICLE MODIFIÉ		
629 a	Les articles 629 a et 629 b sont remplacés par l'article unique 629 a rédigé comme suit : Produits insecticides et fongicides exclusive- ment destinés à l'agriculture (6)	—	Exempts

ART. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, publié partout où besoin sera et appliqué conformément aux dispositions du décret du 3 novembre 1943 précité.

Lomé, le 3 Juin 1944

J. NOUTARY

ARRETE N° 292 D. du 3 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A. O. F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté N° 552 F. en date du 15 octobre 1943 fixant le mode d'assiette et les règles de perception des taxes d'importation au Togo, approuvé par le décret du 16 décembre 1943 ensemble les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté général N° 1341 du 10 mai 1944 modifiant en A. O. F. le tarif fiscal d'entrée;

Vu la lettre-avion N° 5271 F. en date du 19 mai 1944 du Gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française, Haut-Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau I fixant le tarif fiscal d'entrée du Togo annexé à l'arrêté n° 552 F. du 15 octobre 1943 est à nouveau modifié comme suit :

M. Barma Victor, adjoint principal de C. E. des S. C. des Colonies, précédemment Chef des Subdivisions de Mango et Dapango, reprend ses fonctions de Chef de Subdivision de Dapango.

Il est nommé provisoirement président du Tribunal du 1^{er} degré de Mango.

Par décision n° 248 P du :

8 juin 1944. — M. Sanson Pierre, administrateur de 2^{ème} classe des Colonies, Chef du Bureau des Finances, est nommé, provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, Chef du Service des Contributions directes en remplacement de M. Pic Joseph, administrateur de 1^{ère} classe des Colonies, appelé à d'autres fonctions.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêté n° 293 P du :

5 juin 1944. — Sont agréés dans le cadre local des Douanes du Togo, en qualité de préposés stagiaires (1^{er} échelon) :

Sossah Samuel Cosme.

Bruce Komlan Frédéric Adolphe.

Ces agents sont mis à la disposition du Chef du Service des Douanes du Togo.

Par arrêté n° 294 P du :

5 juin 1944. — Le receveur de 2^{ème} classe du cadre local des C. F. T. Dossah Louis est nommé facteur-enregistreur de 2^{ème} classe pour compter du 1^{er} juin 1944 et conserve dans ce grade une ancienneté de cinq mois.

Mutations — Affectations

Par décision n° 218 P du :

26 mai 1944. — Le Commis d'Administration de 1^{ère} classe Bandeira James, précédemment en service à Anécho, actuellement en congé, est mis à la disposition du Chef du Bureau Militaire, en remplacement du Commis d'Administration de 3^{ème} classe Gnamey Roger qui reprend son service au Cabinet du Commissaire de la République.

Par décision n° 234 P du :

3 juin 1944. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène des P. T. T. :

Le surveillant de 2^{ème} classe Ahonon Bokonon, en service à Lama-Kara, est affecté à Palimé, en remplacement du surveillant auxiliaire Folikoué Joseph Aziaba.

Le surveillant auxiliaire Folikoué Joseph Aziaba, en service à Palimé, est affecté à Lomé.

Le surveillant auxiliaire Allou Akadi, en service à Sokodé, est affecté à Lama-Kara, en remplacement du surveillant de 2^{ème} classe Ahonon Bokonon.

Par décision n° 219 P du :

26 mai 1944. — Le mécanicien-conducteur principal de 1^{ère} classe Koko Kouassi, en service à Lomé, est mis à la disposition du Commandant de Cercle de Sokodé.

Il rejoindra son nouveau poste d'affectation à l'expiration de la permission de 60 jours dont il est titulaire suivant décision n° 212 P du 24 mai 1944.

Par décision n° 240 P du :

4 juin 1944. — Le Commis d'administration principal de 6^{ème} classé Dossah Paul, précédemment en service au bureau du Personnel, est mis à la disposition du Chef du Bureau des affaires politiques et administratives pour compter de la date d'expiration du congé qui lui a été accordé par décision n° 135 P du 24 mars 1944.

Par décision n° 250 P du :

9 juin 1944. — Le facteur auxiliaire de 2^{ème} classe des P. T. T. Sossou François, en service à Lomé, est affecté à Anécho, en remplacement du facteur auxiliaire de 1^{ère} classe Sossah Cosme nommé préposé stagiaire des douanes.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 295 P du :

6 juin 1944. — L'institutrice stagiaire du cadre commun secondaire de l'A. O. F. Lawson Frida, en service à Palimé, est suspendue de ses fonctions pour compter du 17 mai 1944, date à laquelle elle a abandonné son poste.

Agents auxiliaires

Affectations

Par décision n° 221 P du :

29 mai 1944. — Les aides-infirmiers auxiliaires Kombaté Mimpame et Danto Adam sont affectés à la Circonscription d'Elevage du Nord avec résidence à Dapango.

Reclassement

Par décision n° 235 P. du :

3 juin 1944. — L'ouvrier spécialisé auxiliaire (échelle 2, échelon 6) Gomadoh Laurent, en service à la Subdivision des T. P. du Sud; est reclassé à l'échelle 2 échelon 9 pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Il conserve à cette date, dans son emploi, une ancienneté de 1 an, 6 mois.

Nominations

Par décision n° 222 P. du :

29 mai 1944. — Sont engagés pour compter du 1^{er} juin 1944 en qualité de :

Infirmiers auxiliaires du Service de l'Elevage
Echelle II Echelon 1

Somoko Morey, manœuvre vaccinateur journalier
Issifou Soulé, manœuvre vaccinateur journalier

Aides-Infirmiers auxiliaires du Service de l'Elevage
Echelle I Echelon 3

De Souza Hilaire, aide-infirmier journalier

Echelle I Echelon 1

Kombaté Mimpame, manœuvre vaccinateur journalier

Danto Adam, manœuvre vaccinateur journalier

Gardes forestiers**Licenciement**

Par arrêté n° 278 P. du :

26 mai 1944 — Le garde forestier stagiaire Creppy Marc, en service à Sokodé, est licencié de son emploi pour mauvaise manière habituelle de servir.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Forces de police

Par arrêté n° 281 P. du :

29 mai 1944 — Le brigadier de 2^{me} classe Kouassi Quenum, Mle. 724 rayé des contrôles des Forces de Police du Territoire du Togo, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1^{er} mai 1944.

Par arrêté n° 288 P. du :

3 juin 1944. — Le brigardier-chef de 1^{re} classe Ali Bassari, Mle. 508 rayé des contrôles des Forces de Police du Territoire du Togo, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1^{er} mai 1944.

DIVERS**Allocations**

Par arrêté n° 290 P. du :

3 juin 1944. — Sont accordées, les allocations ci-après à la veuve et aux orphelins de l'ex-surveillant-chef de route Barboza John, décédé à Anécho le 2 février 1943.

1°) — Allocation de veuve au taux annuel de NEUF CENTS francs (900 frs) à la nommée Juliana Afiavi (Veuve Barboza John) née à Anécho (Togo);

2°) — Allocations au taux annuel de CENT QUATRE VINGTS francs (180 frs) à chacun des orphelins ci-dessous désignés :

Odile Povi Barboza née à Anécho le 1^{er} décembre 1928

Charles Kokouvi Barboza, né à Anécho en 1933

Colette Barboza, née à Anécho le 14 septembre 1934 enfants légitimes de Barboza John et sa femme Juliana Afiavi.

Conformément à l'article 13 paragraphes 5 et 6 de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937, les allocations attribuées aux orphelins sont reversibles sur tous les ayants-droit.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au Budget Local du Togo.

La date de jouissance des allocations ci-dessus est fixée au 3 février 1943, lendemain du décès du chef de famille.

Commandement indigène

Par arrêté n° 276 A P A du :

25 mai 1944. — Le nommé Aléké Été, chef du canton de l'Awé (Subdivision de Tsévié) est relevé de ses fonctions pour inaptitude physique. L'honorariat de la fonction est accordé au nommé Aléké Été. A titre exceptionnel, il aura droit, en cette qualité, à une allocation mensuelle de 250 francs.

Le nommé Fiaty Amenouvor est nommé chef du canton de l'Awé, en remplacement de Aléké Été.

Commissions

Par décision n° 236 P. du :

3 juin 1944. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté n° 362 du 12 juillet 1941 et composée comme suit :

M. M. Garnier, Ingénieur Principal, Chef du Service des T. P. et Directeur du Réseau du Chemin de fer. *Président*

Roche, Administrateur des colonies, Chef du Bureau des A. P. A.

Lombard, Ingénieur-Adjoint des T. P. C.

De Meyer, Chef du Bureau du Personnel.

Le Chef du Service auquel appartient le candidat.

Membres

se réunira à Lomé sur la convocation de son Président en vue de faire subir les épreuves de l'examen professionnel aux agents des cadres locaux indigènes des Travaux Publics, du Chemin de fer et du Wharf admis à passer cet examen.

Par décision n° 243 P.T.T. du :

6 juin 1944. — Une commission composée de :

M. M. Charrier, Chef des Groupes Postal et Technique du Togo.	<i>Président</i>
Aubanel, Administrateur-adjoint des colonies.	
Larrère, Commis principal hors classe des Trésoreries.	
Bocconi, Commis principal des P. T. T.	<i>Membres</i>
Péreira, Commis principal des P. T. T.	

se réunira sur la convocation de son président à l'hôtel des Postes, à Lomé, pour y procéder à l'incinération des cartes postales, à l'effigie du Maréchal Pétain, échangées dans les bureaux de poste du Territoire.

La commission dressera le procès-verbal de ses opérations.

Par décision n° 252 C. F. T. du :

9 juin 1944 — Une commission composée de :

M. M. Forster, Procureur de la République	<i>Président</i>
Viala, directeur de la B. A. O.	
de Souza Félicio, notable.	<i>Membres</i>

tous trois membres du Conseil d'Administration, se réunira sur la convocation de son président et dans la première quinzaine de juin à l'effet de constater, en ce qui concerne le compte administratif du Budget des Transports de l'A. O. F. (Réseau Togo) de l'exercice 1943, la concordance entre les écritures du Trésor et celles des Services d'ordonnancement du dit budget.

Indemnités pour perte d'effets

Par décision n° 237 F. du :

3 juin 1944. — Une indemnité pour perte partielle n° 1 d'effets de (8.000 francs) Huit Mille frs est accordée à Mr. Mercadier Albert, Gouverneur des Colonies, précédemment Administrateur en chef, Commissaire de la République au Togo, pour les pertes subies par lui en 1943 au cours de l'acheminement de ses bagages sur le Territoire où il était affecté.

Indemnités de transport

Par décision n° 244 F. du :

6 juin 1944. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport de 60 francs par mois payable trimestriellement et à terme échu sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leur bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause.

1° — Circonscriptions administratives

Adjalle Ignace, interprète principal à Tsévié
Gomez Richard, planton au cercle de Lomé
Zinssou Bernard, garde de cercle au peloton de Lomé
Orou Kassango, —
Moussa Sy, —
Amidou, brigadier de 2^{me} classe à Tsévié
Colani, garde de 1^{re} classe à Tsévié
Ahoussou Djobo, brigadier de 1^{re} classe à Tsévié

La dépense sera imputable au chapitre 5 article 4 paragraphe 10 du Budget local, Exercice 1944.

2° — Justice européenne

Abalo Messanvi Ferdinand, planton au tribunal de 1^{re} instance de Lomé

La dépense sera imputable au chapitre 5 article 5 paragraphe 6.

3° — Police administrative et judiciaire

Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de police
Ananou Maximin, —
Aguigah Hubert, aide inspecteur auxiliaire de police

La dépense est imputable au chapitre 5 article 7 paragraphe 5.

4° — Services financiers

Amoussou Gnimavo, planton au Trésor
Akovi Laurent, planton auxiliaire à l'Enregistrement et des Domaines

La dépense est imputable au chapitre 7 article 9.

5° — P. T. T.

Zékpa Ignace, surveillant des P. T. T. à Lomé
Kpodar Augustin, surveillant des P. T. T. à Lomé
Tetevi Marc, surveillant des P. T. T. à Lomé
Kodjo François, facteur des P. T. T. à Lomé
Ekué-Akpa Ezéchiel, facteur des P. T. T. à Lomé
Bouraima Samuel, facteur des P. T. T. à Lomé
Adégnika François, facteur des P. T. T. à Lomé
Leblond Louis, facteur des P. T. T. à Lomé
Ayité Aouté, agent journalier des P. T. T. à Lomé
Lassey Antoine, surveillant des P. T. T. à Aného
Aglamey Kouakou Emmanuel, surveillant des P. T. T. à Palimé
Amouzou Barthélemy, facteur des P. T. T. à Palimé
Akakpo Michel, surveillant auxiliaire des P. T. T. à Sokodé
Kamara Bianou, surveillant auxiliaire des P. T. T. à Bassari
Tchakara Seydou, surveillant auxiliaire des P. T. T. à Bassari

La dépense est imputable au chapitre 10 article 1 paragraphe 12.

6° — Travaux publics

Mathey Pierre, ouvrier des Travaux Publics
Zakary Looky, surveillant de route

La dépense est imputable au chapitre 10 article 3 paragraphe 4.

7° — Agriculture

Agbékponou Jérôme, moniteur agricole à Lomé
 Akakpo Léonard, moniteur agricole à Lomé
 Napporn Théophile, moniteur agricole à Lomé
 Tossou Michel, moniteur agricole à Lomé
 Amidou Moussa, moniteur agricole à Lomé
 Hounsihoué Anatole Samsen, moniteur agricole à Lomé
 Kloutsé Joseph, moniteur agricole à Lomé
 Aila Joseph, aide surveillant d'agriculture à Lomé
 Tamakloe Eklou James, aide surveillant d'agriculture à Lomé
 Eyebiye Salomon, moniteur agricole à Atakpamé
 Geraldo Moutairou, moniteur agricole à Atakpamé
 Akakpo Kodjovi René, moniteur agricole à Atakpamé
 Atchou Ebénézer, moniteur agricole à Atakpamé
 Améhamé Barnabé, moniteur agricole à Atakpamé
 Gokounus Remy, moniteur agricole à Atakpamé
 Atchikiti Augustin, moniteur agricole à Atakpamé
 Lawson Samuel, moniteur agricole à Atakpamé
 Kouegan Ambroise, moniteur agricole à Anécho
 Allaglo Thomas, moniteur agricole à Anécho
 Dogbe Gottlieb, moniteur agricole à Anécho
 Hounou Justin, moniteur agricole à Palimé
 Batascome Akossou, moniteur agricole à Lama-Kara
 Atohoun Célestin, moniteur agricole à Mango

La dépense est imputable au chapitre 10 article 5 paragraphe 7.

8° — Santé

Bossou Anatole Joseph, planton à la Direction du Service de Santé
 Agbodjan Robert, infirmier à Porto-Séguro
 Kiossou Albert, garde d'hygiène à Anécho
 Kangni Lucien, aide-médecin à Assahoun
 Ekue-Akpa Foli Blaise, aide médecin à Mission-Tové
 Aquéréburu Ben Sam, infirmier à Tsévié
 Adjivon Philippe, infirmier à Tsévié
 Amegnigan Urbain, aide-médecin à Tsévié
 Adoté Vincent, infirmier à Tsévié

La dépense sera imputable au chapitre 13 article 4 paragraphe 5.

9° — Service Zootechnique

Amégee Paul, vétérinaire auxiliaire à Sokodé
 Boehm Nathan, vétérinaire auxiliaire à Lomé
 De Souza Hilaire, vaccinateur vétérinaire à Lomé
 Rinkliff Jean, vaccinateur vétérinaire à Sokodé
 Djéri Gbati, infirmier vétérinaire à Lomé

La dépense est imputable au chapitre 10 article 6 paragraphe 7.

10° — Enseignement

Atayi Salomon, directeur de l'Ecole Régionale à Lomé
 Randolph Léopold, directeur de l'Ecole Régionale à Anécho

La dépense sera imputable au chapitre 13 article 8 paragraphe 7.

11° — Trypanosomiase

Djobo Assoumanou, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Gavin Assanté, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Amadou Maman, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Kankélina Loukoumé, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Kamina Louis, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Andjao René, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Bao Benoît, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 De Souza Edmond, aide infirmier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Domdi Martin, aide infirmier au secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Ohin Alex, médecin auxiliaire au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Fadikpé René infirmier-Major au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Kpatcha Albert, commis journalier au Secteur spécial 1-2/T à Pagouda
 Lawson Hellu Jean, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 N'chirifou Bawa, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Bucknor Gabriel, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Franklin Adjete, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Agamah Godfroy, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Abaya René, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Sambiani Konkadja, agent recenseur au Secteur 4/T à Mango
 Béao Atchabao, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Banna Amadou, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Ayawo Alphonse, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango
 Assi Gabriel, infirmier auxiliaire au Secteur 4/T à Mango

La dépense est imputable au chapitre 21 article 1 paragraphe 7.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944 et est valable pour l'année 1944.

Rôles

Par arrêté n° 296 CD. du :

6 juin 1944. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1943 et 1944 ci-après s'élevant à la somme de Six millions quatre cent soixante mille quatre cent cinq francs.

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1944				
26	Lomé-Ville (C. M.)	Impôt personnel (taxe fixe)	43.450,—	60.115,—
		Rachat des prestations	7.920,—	
		Contribution exceptionnelle	8.745,—	
27	—	Impôt personnel (taxe fixe)	275,—	390,—
		Rachat des prestations	60,—	
		Contribution exceptionnelle	55,—	
28	—	Impôt personnel (taxe fixe)	153.450,—	217.080,—
		Rachat des prestations	32.940,—	
		Contribution exceptionnelle	30.690,—	
29	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	114.610,—	169.885,—
		Rachat des prestations indigènes	32.585,—	
		Contribution exceptionnelle	22.690,—	
30	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord	28.490,—	42.735,—
		Rachat des prestations indigènes	8.140,—	
		Contribution exceptionnelle	6.105,—	
31	—	Patentes	90.855,—	41.930,—
32	—	Patentes	41.930,—	
33	—	Patentes	3.600,—	
34	—	Patentes	900,—	500,—
35	—	Licences	500,—	
36	—	Licences	3.600,—	
37	—	Licences	59.000,—	3.000,—
38	—	Licences	3.000,—	
39	—	Licences	100,—	
40	—	Taxe sur armes perfectionnées	1.720,—	695.410,—
41	Lomé-Subdivision	Impôt personnel (taxe fixe)	2.475,—	
		Rachat des prestations	540,—	
		Contribution exceptionnelle	495,—	15.860,—
42	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	10.390,—	
		Rachat des prestations indigènes	3.410,—	
		Contribution exceptionnelle	2.060,—	4.840,—
43	—	Patentes	4.840,—	
44	—	Taxe sur armes perfectionnées	180,—	
45	Klouto	Impôt personnel (taxe fixe)	35.750,—	50.760,—
		Rachat des prestations	7.620,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	240,—	
		Contribution exceptionnelle	7.150,—	59.790,—
46	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	40.845,—	
		Rachat des prestations indigènes	10.595,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	180,—	2.470,50
		Contribution exceptionnelle	8.170,—	
47	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	2.470,50	3.980,—
48	—	—	3.980,—	
49	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	485,90	42.665,—
50	—	Patentes	42.665,—	
51	—	Licences	6.600,—	420,—
52	—	Taxe sur armes perfectionnées	420,—	
53	Atakpamé	Impôt personnel (taxe fixe)	6.050,—	8.980,—
		Rachat des prestations	1.260,—	
		Contribution exceptionnelle	1.210,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	260,—	8.980,—
		Taxe sur les chiens	200,—	
		à reporter	8.980,—	886.971,40

NOS DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>	8.980,—	886.971,40
54	Atakpamé	Impôt personnel (taxe fixe) 22.550,—		
		Rachat des prestations 4.920,—		
		Contribution exceptionnelle 4.510,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 340,—		
		Taxe sur les chiens 40,—	32.360,—	
55	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 1.847.210,—		
		Contribution exceptionnelle 370.530,—	2.217.740,—	
56	—	Patentes	52.310,—	
57	—	Patentes	113.920,—	
58	—	Licences	4.500,—	
59	—	Taxe sur armes perfectionnées	660,—	
60	—	—	1.320,—	
61	—	Taxe sur armes non perfectionnées	656,—	
62	—	Taxe sur les bicyclettes	780,—	
63	—	Rachat des prestations indigènes	2.700,—	2.435.926,—
64	Sokodé	Impôt foncier sur immeubles bâtis	1.132,50	
65	—	—	786,50	
66	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	75,—	
67	—	—	115,—	
68	—	Valeur des prestations en nature	661.770,—	
69	—	Rachat des prestations	484.560,—	1.148.439,—
70	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 1.232.970,—		
		Contribution exceptionnelle 205.495,—	1.438.465,—	1.438.465,—
71	Bassari	Rachat des prestations en nature	418.290,—	418.290,—
72	Mango	Impôt personnel (taxe fixe) 1.650,—		
		Rachat des prestations 300,—		
		Contribution exceptionnelle 330,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 60,—	2.340,—	
73	—	Impôt personnel (taxe fixe) 8.800,—		
		Rachat des prestations 1.860,—		
		Contribution exceptionnelle 1.760,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 100,—	12.520,—	
74	—	Impôt personnel (taxe fixe) 2.475,—		
		Rachat des prestations 540,—		
		Contribution exceptionnelle 495,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 40,—	3.550,—	
75	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 9.360,—		
		Rachat des prestations indigènes 2.615,—		
		Contribution exceptionnelle 1.860,—	13.835,—	
76	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 7.595,—		
		Rachat des prestations indigènes 2.785,—		
		Contribution exceptionnelle 1.525,—		
		Taxe sur armes perfectionnées 60,—	11.965,—	
76bis	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 3.500,—		
		Contribution exceptionnelle 500,—	4.000,—	
77	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (europ.)	224,—	
78	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (indig.)	734,80	
79	—	Patentes	8.965,—	
79bis	—	Patentes	5.180,—	
80	—	Licences	200,—	
81	—	Taxe sur les bicyclettes	1.110,—	
82	—	Rachat des prestations	4.000,—	68.623,80
83	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 4.900,—		
		Contribution exceptionnelle 1.400,—	6.300,—	
84	—	Impôt sur la population flottante 1.550,—		
		Contribution exceptionnelle 310,—	1.860,—	8.160,—
		<i>à reporter</i>		6.404.875,20

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>		6.404.875,20
85	Lama-Kara	Impôt personnel (taxe fixe)	7.975,—	
		Contribution exceptionnelle	1.595,—	
		Rachat des prestations	1.620,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	80,—	11.270,—
86	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	6.775,—	
		Contribution exceptionnelle	1.350,—	
		Rachat des prestations indigènes	345,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	280,—	8.750,—
87	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	9.510,—	
		Contribution exceptionnelle	1.585,—	
		Rachat des prestations indigènes	7.272,—	18.367,—
88	—	Impôt sur la population flottante	7.900,—	
		Contribution exceptionnelle	1.580,—	9.480,—
89	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	72,50	
90	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	43,30	
91	—	Patentes	5.255,—	
92	—	Taxe sur armes non perfectionnées	208,—	
93	—	Taxe sur les bicyclettes	1.110,—	54.555,80
		TOTAL POUR EXERCICE 1944		6.459.431,—
		Exercice 1943		
310	Anécho	Taxe sur armes non perfectionnées	864,—	864,—
311	Palimé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	90,—	
		Rachat des prestations indigènes	20,—	110,—
		TOTAL GÉNÉRAL		6.460.405,—

La date de mise en recouvrement des rôles exercice 1944, est fixée au 5 juin 1944.

Service du wharf

Equipe de Kroumen

Par arrêté n° 284 T. P. T. du :

30 mai 1944. — Une avance de dix mille francs (10.000 francs) renouvelable et scindable en deux mandats de 5.000 francs est mise à la disposition de M. Lugan, chef de gare après 66 mois, chef du service du wharf en résidence à Lomé en vue d'assurer le paiement des dépenses d'entretien de l'équipe de Kroumen, affectée au service du wharf.

M. Lugan aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté n° 4338 F. du 31 décembre 1943.

Les avances faites au compte du budget des transports de l'A. O. F. seront justifiées conformément aux prescriptions de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 273 A. E./1 du :

23 mai 1944. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs des cotisations des Sociétés Indigènes de Prévoyance pour l'année 1944 ci-dessous :

Société Indigène de Prévoyance de Tsévié :

Cent deux mille cent soixante cinq francs — (102.165 f)

Société Indigène de Prévoyance d'Anécho :

Catégories supérieures — deux mille cent quatre vingts francs — (2.180 f.)

Catégories ordinaires — Quatre cent huit mille huit cents francs — (408.800 f.)

Société Indigène de Prévoyance d'Atakpamé :

Deux cent vingt huit mille quarante huit francs — (228.048 f.)

Société Indigène de Prévoyance de Palimé :

Cent quarante six mille six cent quatre vingt dix-sept francs (146.697 f.)

Société Indigène de Prévoyance de Sokodé :

Cent soixante trois mille huit cent quatre vingt deux francs cinquante centimes — (163.882fr,50)

Société Indigène de Prévoyance de Bassari :

Soixante neuf mille sept cent quinze francs — (69.715 f.)

Société Indigène de Prévoyance de Lama-Kara :

Deux cent cinq mille quatre cent quatre vingt-quinze francs — (205.495 f.)

Société Indigène de Prévoyance de Mango**SECTION DE MANGO :**

Soixante-cinq mille quatre cent quatre vingt-cinq francs — (65.485 f.)

SECTION DE DAPANGO :

Cent vingt cinq mille quatre cent quarante francs — (125.440 f.)

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours****Agents de police**

Un concours pour dix emplois d'agent de police du cadre local subalterne aura lieu à Lomé le jeudi 7 septembre 1944.

Pour participer à ce concours, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1^{re} — Etre Français (citoyen, sujet, ressortissant ou administré) ;

2^e — Etre âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus (Limite susceptible d'être portée jusqu'à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires validables ou des services militaires) ;

3^e — En ce qui concerne les citoyens ou sujets français, avoir satisfait suivant le lieu de naissance, aux obligations de la loi sur le recrutement de l'Armée ;

4^e — N'être pas ancien agent de l'Administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf si le licenciement a été prononcé pour nécessité budgétaire ou raison de santé ;

5^e — Savoir lire et écrire ;

6^e — Avoir 1m,70 au minimum de stature ;

Tout candidat doit produire à l'appui de sa demande un dossier comprenant :

1^{er} — Extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu ;

2^e — Un certificat de bonnes vie et mœurs de moins de trois mois de date ;

3^e — Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ou un certificat de l'Autorité administrative en tenant lieu ;

4^e — Un état des services militaires ou un certificat du Commandant de cercle du lieu de résidence indiquant la situation du candidat au point de vue militaire ;

5^e — Le certificat de bonne conduite délivré par l'Autorité militaire pour les candidats ayant accompli leurs services militaires ;

6^e — Un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse.

(Le certificat médical devra porter la mention de la taille).

7^e — Une pièce d'identité avec photographie.

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à M. Le Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé avant le 15 août 1944, date de la clôture des inscriptions.

DOMAINES**Avis de publication**

Conformément à l'article 28 de l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 J. O. Togo 1927 page 226, le public est informé que :

Il a été demandé par Maitre Viale Raymond, avocat-défenseur près la Cour d'Appel et les Tribunaux de l'A. O. F. demeurant et domicilié à Lomé (Togo), la concession sur le domaine privé du Territoire du Togo, d'une parcelle de terrain sis au lieu dit « Hausberg » Subdivision de Palimé, sur la hauteur située entre le poste de Douanes de Klouto et le poste administratif de Missahohé, d'une superficie d'environ 5 ha 25 ca, consistant en un terrain rocailleux sur lequel se trouvent les vestiges d'une ancienne construction.

Lomé, le 6 juin 1944.

Le Receveur des domaines p. i.,

J. PIC.

Avis au Public

Le public est informé que tout immeuble faisant partie de la succession du feu AFOLA John APALOO constitue un bien familial inaliénable. Les cessions faites sans intervention du chef de famille sont considérées comme nulles.